

PRISE DE FONCTIONS DES NOUVEAUX MINISTRES

Un nouvel élan pour l'action de l'exécutif

Au lendemain du remaniement décidé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, les nouveaux ministres ont officiellement pris leurs fonctions, lundi, lors de cérémonies de passation organisées dans les différents départements ministériels. Ces installations constituent une étape clé pour insuffler un nouvel élan à l'action de l'exécutif et consolider les réformes engagées dans les secteurs stratégiques du pays. Les nouveaux ministres ont unanimement exprimé leur détermination à relever les défis propres à leurs domaines, en œuvrant à la concrétisation sur le terrain du programme présidentiel. P 3



IL SERA DOTÉ DE NOUVELLES
TECHNOLOGIES À PARTIR
DE DÉCEMBRE PROCHAIN

**L'aéroport
international d'Alger à
l'ère de l'intelligence
artificielle**

L'aéroport international Houari Boumediene s'apprête à franchir un cap décisif dans sa modernisation. À partir de décembre prochain, de nouvelles technologies basées sur l'intelligence artificielle (IA) seront progressivement intégrées dans ses différents services.

P 2

**CARBURANTS DURABLES
POUR LE TRANSPORT MARITIME
ET AÉRIEN**

**Les efforts
de l'Algérie mis
en avant à Osaka**

La feuille de route pour le développement de l'hydrogène renouvelable (vert) et propre (bleu) en Algérie, traduit la ferme volonté de l'Etat Algérien pour l'accélération de la transition énergétique. Et en cela l'Organisation maritime internationale (OMI) a adopté une stratégie pour réduire les émissions de gaz à effet de serre du transport maritime international, visant la carboneutralité d'ici 2050. Cette stratégie encourage l'utilisation de carburants alternatifs plus propres. L'Algérie lors de la dernière réunion consacrée à ce sujet, à Osaka (Japon) a mis en avant les initiatives algériennes dans ce domaine.

P 5

**DIVERSIFICATION DE
L'ÉCONOMIE NATIONALE
Vers une valorisation
accrue des richesses
minières**

La Société nationale de recherches et d'exploitation minières (SONAREM) entend jouer un rôle de premier plan dans la transition économique de l'Algérie. Alors que le pays cherche à réduire sa dépendance aux hydrocarbures, le secteur minier se positionne comme un levier stratégique de diversification et de création de valeur.

P 5

BECHAR

**Avancement soutenu des
travaux sur la ligne ferroviaire
Abadla-Hamaguir** P 2

PARLEMENT

**Ouverture de la session
ordinaire 2025-2026** P 3

LA 7E ÉDITION DU SALON
INTERNATIONAL PRÉVUE DU 20 AU 23
SEPTEMBRE À ALGER

**Plus de 150 exposants
attendus à la SIFFP 2025** P 2

BEJAÏA
Une trentaine
d’entreprises au 1^{er} Salon
de placement des
apprentis

Une trentaine d'entreprises publiques et privées participent à la 1ère édition du Salon de wilaya de placement des apprentis, ouverte lundi dans la wilaya de Bejaïa, a-t-on appris auprès de la direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP). Une trentaine d'entreprises économiques relevant du secteur public et privé et opérant dans différents secteurs d'activité, ont pris part à ce rendez-vous qui se tient à la Maison de la culture Taous-Amrouche du 15 au 17 septembre, a indiqué à l'APS, Ouarab Azzedine, chef du service apprentissage à la DFEP, organisatrice de l'événement. Tous les établissements de la formation professionnelle de la wilaya sont présents au Salon pour accompagner les jeunes demandeurs de formation et répondre à leurs questions, a-t-il ajouté. M. Ouarab a souligné que l'objectif de ce Salon, inauguré par les autorités de la wilaya, était de "faciliter le placement des apprentis au sein des entreprises économiques" et de permettre un "rapprochement" entre ces opérateurs et les demandeurs de formation. Ce premier Salon est une opportunité pour les jeunes de la wilaya à la recherche d'une formation, a souligné le chef du service apprentissage, précisant que les jeunes pouvaient saisir l'occasion de décrocher un contrat d'apprentissage durant l'événement. Il permettra aussi aux petites entreprises qui peinent à trouver des apprentis de se faire connaître du grand public, notamment des demandeurs de formation, a indiqué M. Ouarab, en invitant les jeunes de la wilaya à visiter le Salon pour rencontrer les représentants des entreprises actives dans la région.

IL SERA DOTÉ DE NOUVELLES TECHNOLOGIES À PARTIR DE DÉCEMBRE PROCHAIN

L’aéroport international d’Alger à l’ère de l’intelligence artificielle

L’aéroport international Houari Boumediene s’apprête à franchir un cap décisif dans sa modernisation. À partir de décembre prochain, de nouvelles technologies basées sur l’intelligence artificielle (IA) seront progressivement intégrées dans ses différents services.

Par Selma R

L’annonce a été faite avant-hier par le PDG de la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger (SGSIA), Mokhtar Mediouni, lors d’une conférence de presse tenue au siège de l’entreprise. Les travaux en cours portent sur l’installation de dispositifs innovants : systèmes de reconnaissance faciale, scanners corporels de nouvelle génération, voyage sans contact et portiques intelligents. Ces équipements permettront de réduire le temps d’attente aux contrôles, de fluidifier les files d’embarquement et d’améliorer la sécurité des installations. « Nous voulons offrir aux voyageurs une expérience fluide, plus rapide et plus sûre, tout en optimisant l’exploitation des halls, des parkings et des zones d’embarquement », a expliqué M. Mediouni, précisant que l’objectif est d’atteindre les standards de qualité appliqués dans les plus grands aéroports internationaux.

Un projet inscrit dans une stratégie nationale de modernisation

Cette initiative vient compléter les efforts déjà engagés par l’aéroport d’Alger pour adapter ses services aux attentes des voyageurs et aux exigences des grands événements internationaux. M. Mediouni a rappelé le rôle central joué par la plateforme dans la réussite de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), organisée du 4 au 10 septembre à Alger. « L’aéroport a su accueillir les délégations venues de tout le continent dans d’excellentes conditions, malgré la proximité avec la saison du Hadj et l’affluence estivale », a-t-il souligné. Le lancement, à cette occasion, du service de stations intelligentes pour bus illustre, selon lui, la volonté des autorités d’inscrire le transport et la logistique dans une nouvelle ère numérique. Ces efforts convergent vers une meilleure coordination entre les différents modes de transport, avec

pour finalité de simplifier le parcours des voyageurs dès leur arrivée en Algérie. Grâce à ces innovations, l’aéroport international d’Alger ambitionne de se positionner comme un hub majeur en Afrique, reliant le continent aux grandes destinations d’Asie, d’Europe et d’Amérique. Les autorités entendent faire de cette plateforme un atout pour le tourisme, les échanges commerciaux et les investissements. « Ces technologies contribueront à élever le niveau de compétitivité de l’aéroport et à soutenir le rôle de l’Algérie comme carrefour régional », a insisté le PDG de la SGSIA. Les premières installations devraient être opérationnelles avant la fin de l’année 2025, avec un déploiement progressif des systèmes d’IA dans les mois suivants. Les passagers pourront ainsi profiter d’un service plus personnalisé, sécurisé et respectueux des standards environnementaux, l’optimisation énergétique des nouveaux équipements figurant également parmi les priorités du projet.

BECHAR

Avancement soutenu des travaux sur la ligne ferroviaire Abadla-Hamaguir

Par R. E.

Les travaux de réalisation de la ligne ferroviaire reliant Abadla à Hamaguir, sur une distance de 100 km, avancent à un rythme soutenu, a indiqué, dimanche, l’Agence nationale d’études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF). Il s’agit d’une seconde partie du premier tronçon du mégaprojet ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, dont la longueur totale prévue est de 950 km, précise-t-on. Ce tronçon, qui constitue la suite de la ligne Béchar-

Abadla-Hamaguir (200 km), connaît une progression notable, notamment en ce qui concerne les travaux de revêtement, la construction d’ouvrages d’art, l’installation d’équipements techniques, ainsi que la pose de la voie ferrée sur plusieurs segments. La réception de cette partie est prévue pour la fin de l’année 2025, selon l’ANESRIF. Parallèlement, la gare ferroviaire de la localité de Hamaguir est également en cours de réalisation et affiche une avancée significative. Sa mise en service est programmée pour la même échéance, avec pour objectif

de renforcer le transport de voyageurs et de marchandises dans la région, selon la même source. Pour rappel, la première partie de ce tronçon relevant du mégaprojet, long de 100 km et reliant Béchar à Abadla, est déjà entrée en service. Elle a été inaugurée en avril dernier par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors d’une visite de travail et d’inspection dans la wilaya de Béchar. Dotée d’une gare à Abadla, cette nouvelle ligne ferroviaire assure, depuis sa mise en service, le transport quotidien de voyageurs et de marchandises entre Be-

char et Abadla, grâce à des rotations régulières opérées par la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), selon des responsables locaux. Ce mégaprojet structurant vise la valorisation du gisement de fer de Gara Djebilet, et comprend trois grandes sections : Béchar – Hamaguir (200 km), Tindouf- Oum Laassel (175 km), et Hamaguir-Oum Laassel-Tindouf- Gara Djebilet (575 km). A terme, cette infrastructure de 950 km contribuera au renforcement des échanges entre le Nord et le Sud du pays, et à la valorisation des ressources minières nationales.

LA 7^e ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL PRÉVUE DU 20 AU 23 SEPTEMBRE À ALGER

Plus de 150 exposants attendus à la SIFFP 2025

La 7e édition du Salon international des façades, fenêtres et portes (SIFFP 2025) se tiendra du 20 au 23 septembre courant, au Palais des expositions (Pins maritimes à Alger), ont annoncé lundi les organisateurs dans un communiqué. Placé sous le thème : "Efficacité énergétique et

confort thermique et acoustique pour l'enveloppe du bâtiment", cet événement réunira plus de 150 exposants venus notamment d'Europe, d'Afrique et d'Asie, aux côtés des principaux acteurs nationaux. Pas moins de 8.000 visiteurs professionnels sont attendus pour prendre part à ce salon qui vise à

mettre en avant les solutions les plus performantes en matière d'isolation, de matériaux innovants et de technologies intelligentes. En marge du salon, des conférences, workshops et sessions de formation seront animés par des experts algériens et internationaux autour des thématiques liés essentielle-

ment aux dernières technologies d'isolation en milieux urbains, côtiers et désertiques, selon le communiqué. Parallèlement à cet événement, la deuxième édition du Salon des cuisines et salles de bain équipées (Cuisine Bain Expo) sera organisée, sous le thème : "Art de vivre à l'Algérienne:

Design, convivialité et tradition revisitée". Ce salon mettra en lumière la richesse du patrimoine artisanal et industriel local, en favorisant l'émergence de solutions modernes et innovantes pour répondre aux besoins des consommateurs et professionnels du secteur

UNIVERSITÉ D’EL TARF

Introduction de 11 nouvelles spécialités en licence et en master dès la prochaine rentrée

Pas moins de 11 nouvelles spécialités seront introduites dès la prochaine rentrée, en licence et en master, à l'Université Chadli-Bendjedid d'El Tarf, a indiqué, dimanche à l'APS le responsable de la pédagogie, Salah Djadid. Le même responsable a précisé que les spécialités "Structures", "Ingénierie pharmaceutique" (Sciences et Technologies), "conception et

fabrication de produits alimentaires" et "Sciences végétales" (Sciences de la nature et de la vie) renforcent le cursus Master qui s'enrichit également d'autres nouvelles spécialités en Sciences humaines et sociales, telles que "Psychologie du travail" et "Psychologie clinique". De nouvelles spécialités ont également été introduites en Licence, notamment "l'Aquaculture"

(Sciences de la nature et de la vie), "Marketing et Finance", "Economie et gestion des entreprises" et "Gestion financière" (Sciences économiques et commerciales), selon la même source. M. Djadid, soulignant que le nombre total de spécialités offertes par l'université d'El Tarf atteindra 71 en Licence et 42 en Master, a indiqué que 500 enseignants permanents et contrac-

tuels dispenseront des cours au début de la prochaine rentrée universitaire. Il convient de noter que l'université de El Tarf, qui dispose de 4.500 places pédagogiques, comprend 6 facultés: Droit et sciences politiques, Sciences économiques et commerciales, Sciences et technologie, Lettres et langues, Sciences humaines et sociales et Sciences de la nature et de la vie.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M’hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PRISE DE FONCTIONS DES NOUVEAUX MINISTRES

Un nouvel élan pour l'action de l'exécutif

Au lendemain du remaniement décidé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, les nouveaux ministres ont officiellement pris leurs fonctions, lundi, lors de cérémonies de passation organisées dans les différents départements ministériels. Ces installations constituent une étape clé pour insuffler un nouvel élan à l'action de l'exécutif et consolider les réformes engagées dans les secteurs stratégiques du pays. Les nouveaux ministres ont unanimement exprimé leur détermination à relever les défis propres à leurs domaines, en œuvrant à la concrétisation sur le terrain du programme présidentiel.

Par Sirine R.

Au ministère de l'Industrie, Yahia Bachir a exprimé sa « profonde gratitude » au chef de l'État pour la confiance placée en lui, soulignant que ce secteur « vital » constitue un levier central de l'économie nationale. « Nous veillerons, avec les cadres du ministère, à concrétiser les orientations du président de la République, en ancrant la bonne gouvernance et en consolidant les acquis », a-t-il affirmé, tout en insistant sur « la nécessité d'un suivi rigoureux des projets afin de corriger les insuffisances en temps opportun ». Son prédécesseur, Sifi Ghrieb, nommé désormais Premier ministre, a, pour sa part, appelé à « récolter les fruits des projets engagés », assurant que « les portes des services du Premier ministre resteront ouvertes à l'industrie nationale ».

Dans le domaine agricole, Yacine Mehdi Oualid, qui a succédé à Youcef Cherfa, a promis de « poursuivre la modernisation de ce secteur stratégique, de le rendre plus attractif pour les jeunes et d'en faire une fierté pour ses cadres et partenaires économiques œuvrant à la réalisation de la sécurité alimentaire ». Son prédécesseur, Youcef Cherfa, a exprimé sa « confiance dans la capacité du nouveau ministre à consolider la dynamique déjà engagée ».

Au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud a mis l'accent sur « le renforcement des services publics et le rapprochement de l'administration du citoyen ». Il a affirmé vouloir « accompagner les collectivités locales dans la mobilisation de leurs ressources pour un développement équilibré ».

Son prédécesseur, Brahim Merad, aujourd'hui ministre d'État chargé de l'Inspection générale de l'État et des Collectivités locales, a salué « l'expérience et les compétences de M. Sayoud », tout en rendant hommage aux personnels de la Sûreté nationale, de la Protection civile et de l'en-

semble des collectivités locales pour leur engagement « au service des citoyens ». Lors de la passation de consignes entre Mohamed Arkab, ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, et Mourad Adjal, ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, les deux responsables ont insisté sur « la poursuite des efforts pour accompagner les grandes mutations énergétiques et renforcer la performance du secteur ».

M. Arkab a qualifié son successeur de « compétence nationale de haut niveau », tandis que M. Adjal s'est engagé à « œuvrer conformément aux orientations du président de la République pour consolider la place de l'Algérie dans le domaine énergétique et des énergies renouvelables ».

Pour sa part, la nouvelle ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché, Amel Abdellatif, succédant à Tayeb Zitouni, a souligné que « la régulation assurée par l'État vise à protéger les bénéficiaires, soutenir la production nationale et garantir un marché équitable ».

Elle a rappelé que ce secteur représente « un moteur important pour la diversification économique » et a promis de « ne ménager aucun effort pour développer l'activité et renforcer le contrôle permanent du marché ».

Dans le secteur des Travaux publics, Abdelkader Djel-laoui, succédant à Lakhdar Rekhroukh au ministère des Travaux publics, a affirmé qu'il « mettra l'expérience acquise dans le domaine des collectivités locales au service du développement d'un secteur stratégique pour le pays ».

« La responsabilité est lourde, au vu des missions et des défis qu'elle comporte », a-t-il dit, affirmant que « grâce aux efforts de l'ensemble des cadres du secteur, nous relèverons le défi pour atteindre les objectifs escomptés ».

Après avoir remercié le président de la République pour la confiance placée en sa personne à travers sa nomination à la tête du département ministériel, le ministre a souligné l'importance du secteur des Travaux pu-

blics et des infrastructures de base qui compte de nombreux projets d'investissement et au sein duquel activent des groupes spécialisés « afin d'accompagner la dynamique économique prometteuse que connaît le pays ».

Dans le domaine de la formation professionnelle, Nacima Arhab a pris ses nouvelles fonctions, succédant à Yacine Oualid. Elle a affirmé son engagement à poursuivre la dynamique de réformes et à consolider les acquis, soulignant que ce secteur constitue un pilier essentiel pour l'autonomisation des jeunes, leur offrant de nouvelles perspectives d'intégration sur le marché du travail et une contribution active au développement économique et social.

Par ailleurs, Abdelhak Saihi a pris ses fonctions en tant que ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, en remplacement de Fayçal Ben Taleb. La cérémonie de passation de pouvoirs s'est déroulée au siège du ministère, en présence des cadres centraux et des responsables des organismes sous tutelle.

Dans le secteur de la Communication, Zoheir Bouamama, nouveau ministre, a promis de renforcer les acquis et la liberté de la presse. Il a assuré que « les médias constituent une priorité absolue pour le président de la République », tout en annonçant « l'élaboration d'un code de déontologie et l'écoute des professionnels afin d'évaluer le paysage médiatique national ».

Enfin, Mme Nadjiba Djilali a pris ses fonctions de ministre des Relations avec le Parlement, en remplacement de Mme Kaouter Krikou, nommée ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, et Malika Bendouda a également pris ses fonctions en tant que ministre de la Culture et des Arts, succédant à Zouhir Ballalou.

En somme, ces prises de fonctions illustrent l'esprit de continuité et d'engagement affiché par les nouveaux ministres, déterminés à répondre aux attentes des citoyens et à accompagner les réformes prônées par le président de la République.

NOUVEAU REMANIEMENT MINISTÉRIEL

Cap sur l'énergie, projets structurants et numérisation

Par M. A.

Le remaniement ministériel a confirmé l'importance stratégique accordée par les autorités aux secteurs de l'énergie, des mines et de l'économie productive. En s'appuyant sur de nouveaux visages et sur des ministères redéfinis, le gouvernement entend accélérer la transformation du pays, en misant sur des projets structurants, des réformes prioritaires et une numérisation généralisée.

Le maintien de Mohamed Arkab à la tête des hydrocarbures et des mines illustre la volonté de préserver la stabilité dans un secteur stratégique. En parallèle, la création d'un ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, confié à Mourad Adjal, marque une volonté claire d'aller vers la diversification. « Nous ne devons pas oublier que l'Algérie n'est pas seulement un pays pétrolier,

mais aussi un pays minier », a rappelé l'expert politique Hacène Kacimi sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale. Selon lui, les réserves nationales en terres rares, estimées à 25 % du potentiel mondial, constituent un atout majeur pouvant générer des « recettes en trillions de dollars pour les générations futures ».

Sur le plan énergétique, l'accent est mis sur le développement du gaz non conventionnel, des hydrocarbures offshore et surtout de l'hydrogène vert, avec l'ambition de construire un futur pipeline reliant l'Algérie à l'Europe.

La nouvelle équipe gouvernementale inscrit son action dans la continuité du succès de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), qui a consacré l'Algérie comme troisième puissance économique du continent. L'objectif affiché est désormais d'atteindre le premier rang africain. « L'Algérie se veut le nouveau hub régional, et cela commence à se

concrétiser », a souligné l'expert, insistant sur l'importance des investissements croisés et des partenariats africains. Parmi les projets structurants évoqués figurent la modernisation du réseau ferroviaire avec des lignes reliant Alger à Tamanrasset et Ouargla, la restructuration d'Air Algérie en deux entités distinctes (nationale et internationale), ainsi que des réformes profondes dans la marine marchande. Autant de chantiers qui doivent renforcer la position du pays dans les échanges continentaux et internationaux.

Le gouvernement place également au premier plan les besoins sociaux. Réformes du système éducatif, amélioration de la prise en charge sanitaire et soutien renforcé à la jeunesse figurent dans l'agenda des prochains mois. Pour l'expert, il s'agit de « garantir aux citoyens des conditions de vie dignes et aux jeunes un avenir meilleur, dans un

climat de stabilité et de modernité ». Ces chantiers, selon lui, conditionnent la réussite de l'ensemble des réformes économiques et politiques. Autre axe majeur : la numérisation de tous les secteurs, considérée par le président de la République comme « la charnière de son action ».

Agriculture, commerce, éducation ou encore enseignement supérieur doivent passer au numérique afin d'aligner l'Algérie sur les standards internationaux. « Lorsqu'un secteur n'est pas numérisé, il devient une zone de non-droit, propice aux dérives », a averti Hacène Kacimi, insistant sur le lien direct entre transparence, lutte contre la corruption et digitalisation. L'objectif est clair : bâtir un véritable gouvernement électronique et préparer, grâce aux outils numériques et à l'intelligence artificielle, la gestion des affaires nationales à moyen et long terme.

PARLEMENT

Ouverture de la session ordinaire 2025-2026

L'Assemblée populaire nationale (APN) et le Conseil de la nation ont entamé, lundi, leurs travaux pour la session parlementaire ordinaire 2025-2026. Dans son allocution, M. Boughali a rappelé que la neuvième législature a été « une étape charnière » marquée par l'examen et le vote de lois structurantes visant le renforcement de la gouvernance, l'ancrage de l'État de droit, la diversification de l'économie nationale, le développement du système éducatif et universitaire et l'amélioration du cadre social des citoyens. Il a également salué l'introduction de la numérisation dans les procédures parlementaires, soulignant que cette modernisation contribue à améliorer l'action législative et de contrôle.

Au Conseil de la nation, la séance d'ouverture a été présidée par Azouz Nasri, en présence des mêmes hauts responsables. M. Nasri a adressé ses félicitations au Premier ministre Sifi Ghrieb pour la confiance placée en lui par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Il a insisté sur la volonté du Conseil de « consacrer la voie de la concertation, de la coopération, de la cohésion et de la complémentarité institutionnelle » afin de relever les défis au service du peuple algérien.

Le président du Conseil a également évoqué le « succès remarquable » de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), organisée récemment en Algérie, qu'il a qualifiée de manifestation économique majeure. Il a mis en avant le rôle de l'Algérie, troisième puissance économique en Afrique, dans la promotion de l'intégration continentale, de la coopération Sud-Sud et du renforcement de la place de l'Afrique dans le système économique mondial, conformément aux orientations du chef de l'État.

PRISE EN CHARGE DES ENFANTS HANDICAPÉS

Mise en service progressive de quatre nouveaux centres psychopédagogiques à Alger

Quatre nouveaux centres psychopédagogiques destinés aux enfants atteints d'handicap mental entreront progressivement en service dans la wilaya d'Alger, a indiqué, dimanche, un communiqué des services de la wilaya. Le wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, a effectué, samedi, une visite d'inspection dans ces quatre nouveaux centres psychopédagogiques destinés aux enfants souffrant de déficience intellectuelle, de troubles du spectre autistique et du syndrome de Down, "trois d'entre eux ouvriront leurs portes le 21 septembre courant", précise la même source. Lors de cette visite, M. Rabehi s'est enquis des dernières retouches apportées aux trois centres qui entreront bientôt en service, à savoir: le centre d'accueil de Hussein Dey (capacité d'accueil de 100 enfants), le centre Farhat-Saliha "02" à Sidi M'Hamed (50 enfants) et le centre Hamla-Abderrazak à Bologhine (60 enfants). A ceux-ci s'ajoute le centre psychopédagogique de Staoueli, dont l'entrée en service est prévue avant la fin de l'année en cours, avec une capacité d'accueil de 60 enfants, est-il précisé dans le communiqué. L'ouverture de ces établissements tend à répondre à la "demande croissante des parents de cette catégorie d'enfants, a ajouté la même source rappelant que ces centres, "réhabilités et équipés par les services de la wilaya d'Alger, seront gérés par l'Etablissement de gestion des structures préscolaires d'Alger (EPIC Presco)".

UNIVERSITÉ D'ALGER 1
Le ministre Baddari en visite d'inspection aux facultés de Droit et de Sciences islamiques

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a effectué, dimanche, une visite de travail et d'inspection aux facultés de Droit et de Sciences islamiques à l'Université d'Alger 1, au cours de laquelle il a donné des instructions pour parachever tous les préparatifs afin d'accueillir les étudiants dans les meilleures conditions, indique un communiqué du ministère. Lors de cette visite, M. Baddari a insisté sur "parachever tous les préparatifs afin d'accueillir les étudiants dans les meilleures conditions et d'améliorer l'environnement pédagogique au sein de l'établissement à travers le renforcement de la numérisation", précise la même source. A cette occasion, le ministre a ordonné "la création d'un cursus de formation en anglais en droit international et droits de l'homme, en tenant compte du calcul volume horaire par semestre". Il a également ordonné "la prolongation des horaires d'enseignement et des activités pédagogiques jusqu'à 22h00, en procédant à la numérisation immédiate du fonds documentaire de la bibliothèque et l'amélioration du cadre de vie universitaire", selon la même source.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	3,80	6,72	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 409,00	1400,00	-0,54	-0,68	-1,12	9,00	5,56	11818	16 545 200,00
BIOPHARM	BIO	2 351,00	NC	0,00	-2,67	-1,44	6,25	6,81	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 269,00	2269,00	0,00	-0,38	-0,08	10,82	5,51	2062	4 678 678,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,17	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	384,00	0,00	-0,14	-4,73	3,63	5,47	32	12 288,00

HOLDING SNS

Les partenariats noués lors de l’IATF 2025 ont permis d’élargir les perspectives d’exportation

La Société nationale de sidérurgie (Holding SNS) a signé 13 mémorandums d'entente avec des partenaires de huit (8) pays africains et de la Chine lors de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), organisée du 4 au 10 septembre à Alger, lui permettant ainsi d'élargir les perspectives d'exportation, a indiqué dimanche un communiqué de la société. La société a conclu 13 mémorandums d'entente stratégiques avec des partenaires de Libye, du Nigeria,

de Guinée équatoriale, du Burkina Faso, du Ghana, d'Egypte, du Sénégal et de la Chine, via ses filiales ANABIB, ENCC, FONDAL et l'Algerian Qatari Steel (AQS), selon le communiqué. La valeur totale de ces accords s'élève à 2,480 milliards de dollars, soit la plus grande valeur enregistrée parmi les groupes industriels publics en Algérie, a ajouté la même source. Selon la société, ces accords reflètent l'orientation stratégique de l'Algérie vers la diversification de ses exportations,

le soutien à la diplomatie économique, la promotion de la coopération industrielle intra-africaine, la consolidation de la place de l'industrie algérienne et le renforcement de sa compétitivité aux niveaux régional et international. Ces partenariats visent à élargir les perspectives d'exportation et à renforcer la présence de l'Algérie sur les marchés africains, au service des objectifs de développement communs et de l'intégration industrielle continentale, conclut le communiqué.

AVEC UNE PARTICIPATION REMARQUÉE DE LA DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE ALGÉRIENNE
Clôture du Forum mondial des jeunes parlementaires

Les travaux de la 11e édition du Forum mondial des jeunes parlementaires de l'Union interparlementaire (UIP), ont pris fin à Lima, avec une participation remarquée de la délégation de l'Assemblée populaire nationale (APN), conduite par son vice-président, M. Mohamed Anouar Bouchouit, indique lundi un communiqué de la chambre basse du Parlement. La participation algérienne a retenu l'attention, permettant de mettre en lumière la place éminente qu'occupe la femme algérienne dans sa société, en tant que partenaire incontournable dans la vie politique et acteur principal dans le processus de développement national", précise le communiqué. A travers ses interventions et échanges, la délégation algérienne a mis en avant l'image d'une Algérie résolument engagée à promouvoir les capacités de la jeunesse et de la femme, et à leur permettre d'assumer des rôles pionniers dans la construction de l'avenir. La délégation de l'APN, par la voix de son vice-président, M. Bouchouit, a tenu

à rappeler les souffrances des femmes palestiniennes sous le joug de l'occupation, mettant en exergue les privations quotidiennes subies par les mères, les filles et les jeunes Palestiniennes, privées des droits humains les plus fondamentaux", ajoute-t-on de même source. L'Algérie a réaffirmé, dans le cadre de ce rendez-vous international, que la défense des droits des femmes s'inscrit dans le cadre de la défense des valeurs de liberté et de dignité, et que la solidarité avec la Palestine demeure un principe inébranlable dans la conscience algérienne et dans son engagement constant en faveur des causes humanitaires justes. "La présence parlementaire algérienne a traduit l'attachement profond de notre pays aux valeurs de solidarité humaine, et de sa conviction que le dialogue entre les peuples et entre les générations constitue la voie la plus efficace vers un monde plus équitable et plus équilibré,

dans lequel les jeunes et les femmes trouveront la place qui leur revient dans la prise de décision et la construction de l'espoir", a indiqué le communiqué. Les séances de clôture du forum ont été marquées par un esprit de convergence intergénérationnelle et une volonté commune d'unifier les visions, en vue de promouvoir les principes d'égalité et de justice. Le communiqué final du forum a ainsi souligné la nécessité de redoubler d'efforts en faveur de la participation politique des jeunes et des femmes, considérée comme une condition essentielle à la consolidation de la démocratie et à l'édification d'institutions solides, à même de répondre aux aspirations des peuples. Le communiqué insiste enfin sur le fait que "l'égalité entre les sexes ne saurait se résumer à une revendication de droits, mais constitue la pierre angulaire pour un développement global et l'avènement de sociétés plus justes et plus humaines".

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 10 سبتمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Septembre 2025

Prix du détail ¹		أسعارالتجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	56	64	48	البطاطا
	Tomate	67	79	55	الطماطم
	Oignon sec	50	57	42	البصل الجاف
	Ail sec	566	634	499	الثوم الجاف
	Carotte	95	106	84	الجزر
	Navet	111	124	98	لفت
	Poivron	85	98	72	الفلفل الاخضر
	Piment	116	135	96	الفلفل الحار
	Courgette	101	114	87	الكوسة
	Haricot vert	181	202	159	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	118	133	103	الخس
	Pomme locale	328	415	240	التفاح المحلي
	Datte	586	725	446	التمر
	Banane	421	433	408	الموز
	Melon	87	97	77	البطيخ الاصفر
	Pastèque	77	87	67	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Raisin	213	277	150	العنب
	Viande bovine locale	1804	1924	1684	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	366	379	353	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

CARBURANTS DURABLES POUR LE TRANSPORT MARITIME ET AÉRIEN

Les efforts de l’Algérie mis en avant à Osaka

La feuille de route pour le développement de l’hydrogène renouvelable (vert) et propre (bleu) en Algérie, traduit la ferme volonté de l’Etat Algérien pour l’accélération de la transition énergétique. Et en cela l’Organisation maritime internationale (OMI) a adopté une stratégie pour réduire les émissions de gaz à effet de serre du transport maritime international, visant la carboneutralité d’ici 2050. Cette stratégie encourage l’utilisation de carburants alternatifs plus propres. L’Algérie lors de la dernière réunion consacrée à ce sujet, à Osaka (Japon) a mis en avant les initiatives algériennes dans ce domaine.

Par Réda Hadi

Le directeur général de la Prospective au ministère des Hydrocarbures et des Mines, M. Miloud Medjelled, a représenté le ministre d’État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, aux réunions ministérielles sur les carburants alternatifs pour le transport maritime et aérien, ainsi que sur l’énergie de l’hydrogène, organisées à Osaka au Japon du 15 au 18 septembre 2025. Ces événements, préparatoires à l’Exposition universelle "Expo 2025 – Osaka, Kansai", ont rassemblé des ministres, des experts et des représentants de plusieurs pays et organisations internationales. Lors de la réunion ministérielle sur les carburants alternatifs, M. Medjelled a souligné l’importance de la transition vers des carburants plus propres pour réduire les émissions de CO₂, qui représentent environ 7 % des émissions mondiales, principalement dues aux secteurs maritime et aérien. A ce sujet, Miloud Medjelled a affirmé que l’Algérie a déjà commencé à adopter des solutions

telles que le méthanol de synthèse (E-méthanol) et le gaz naturel liquéfié (GNL). Et de continuer à informer les présents que s’agissant de la technologie de la double propulsion DFDE, son intégration dans la flotte maritime algérienne permet de réduire la consommation d’énergie et les émissions. En ce qui concerne, les infrastructures de stockage et d’avitaillement, il a précisé que des préparatifs sont en cours pour créer des infrastructures à Arzew et Skikda pour soutenir le transport maritime durable. Pour le carburant aérien durable (SAF), un projet en partenariat avec Air Algérie vise à produire localement du SAF à partir de résidus de raffinage et d’huiles usagées. Lors de la réunion ministérielle sur l’hydrogène, M. Medjelled a souligné la place importante de l’hydrogène dans la stratégie nationale de transition énergétique, précisant que l’Algérie en a fait une priorité nationale à travers une stratégie globale articulée autour de six axes principaux. Selon le responsable, ces axes comprennent la mise en place d’un cadre juridique, orga-

nisationnel et institutionnel intégré, le développement des capacités et des compétences à travers les universités et instituts, une intégration industrielle garantissant la production locale des équipements ainsi que la maîtrise de l’ingénierie et des services, la mise en place de mécanismes de financement innovants et l’attraction des investissements, et le renforcement de la coopération internationale, notamment à travers l’Alliance africaine de l’hydrogène vert (AGHA) et le Forum international sur le commerce de l’hydrogène (IHTF), le développement de projets d’interconnexion pour le transport de l’hydrogène, en particulier le projet South 2 Corridor destiné à l’exportation de l’hydrogène vert vers l’Europe. L’intervenant a également souligné que l’Algérie tend à la réalisation de projets pilotes destinés à produire et exporter entre 30 et 40 térawattheures d’hydrogène et de ses dérivés d’ici 2040, ce qui couvrira environ 10% de la demande européenne et consolidera la place de l’Algérie en tant que pôle régional de l’énergie propre, conclut le communiqué.

DIVERSIFICATION DE L’ÉCONOMIE NATIONALE

Vers une valorisation accrue des richesses minières

Par Mourad A.

La Société nationale de recherches et d’exploitation minières (SONAREM) entend jouer un rôle de premier plan dans la transition économique de l’Algérie. Alors que le pays cherche à réduire sa dépendance aux hydrocarbures, le secteur minier se positionne comme un levier stratégique de diversification et de création de valeur. Le groupe met en avant une stratégie ambitieuse visant à aller au-delà de la simple extraction pour valoriser ses ressources minérales. « Notre mission dépasse largement l’extraction brute. Nous voulons transformer les ressources minières en véritables richesses, capables de soutenir la croissance nationale et d’ouvrir de nouvelles perspectives à l’export », a souligné AbdessamedKadri, chargé de communication du groupe, sur le plateau de la télévision algérienne. Pour lui, la communication et la transparence sont essentielles afin de faire connaître au public et aux partenaires l’ampleur des projets engagés et leur impact positif sur le développement durable. La SONAREM conduit plusieurs programmes d’exploration et d’exploitation couvrant une large gamme de ressources : fer, phosphate, terres rares et autres minerais stratégiques. L’ambition est de transformer localement ces ressources pour en accroître la valeur ajoutée. « L’avenir du secteur minier algérien ne se résume pas à l’extraction. Il s’agit de créer des unités de valorisation capables de transformer nos

matières premières en produits semi-finis et finis. C’est la clé pour s’imposer sur le marché national et international », a expliqué Fathi Fellali, directeur de la division exploitation et valorisation des produits miniers. Ces orientations se traduisent déjà par des projets majeurs. Le gisement de Tala Hamza-Oued Amizour à Béjaïa, riche en zinc et en plomb, fait l’objet d’un suivi rigoureux pour accélérer sa mise en exploitation. Cette opération, qui associe SONAREM, l’ENOF et des partenaires internationaux, promet de contribuer à la réduction de la facture d’importation et à la création de nouvelles sources de devises, tout en générant des retombées socio-économiques locales. De même, le projet de Gara Djebilet, dans la wilaya de Tindouf, mobilise SONAREM et la société chinoise MCC pour développer des techniques modernes de traitement du minerai de fer et réduire le taux de phosphore, ouvrant la voie à une exploitation industrielle à grande échelle. Sur le plan africain, SONAREM a récemment accueilli une délégation tchadienne pour examiner les moyens de renforcer la coopération bilatérale. Les discussions ont porté sur l’échange d’expertises scientifiques, l’élaboration de cartes géologiques actualisées et la mise en place d’une feuille de route algéro-tchadienne comprenant des programmes de formation et de transfert de savoir-faire. Le groupe algérien a mis en avant son expérience, forte de l’exploitation de plus de 80 mines (or, phosphate, zinc, plomb, fer, marbre, etc.) et de

sa capacité à accompagner le développement industriel du continent. Dans la même logique d’ouverture, SONAREM a signé un mémorandum d’entente avec le groupe malaisien Lion, intéressé par l’or, le cuivre, le manganèse et le phosphate. Ce partenariat devrait déboucher sur des projets conjoints intégrant exploration, exploitation et transformation, avec un transfert de technologies et la formation de cadres locaux. L’IATF (Foire commerciale intra-africaine) a constitué une vitrine pour les entreprises algériennes. Plusieurs filiales de SONAREM, dont l’Entreprise nationale des granulats (ENG) et l’ENOF, ont conclu des accords d’exportation de marbre, de carbonate de calcium et de pouzzolane avec des partenaires égyptiens et tunisiens, renforçant l’ancrage du groupe sur les marchés africains. Les responsables de SONAREM ont rappelé que l’Algérie dispose de réserves considérables, capables de la positionner comme un acteur incontournable sur le plan régional et continental. « Nous avons le potentiel pour faire des mines un secteur moteur de l’économie nationale, au même titre que les hydrocarbures », a affirmé Fathi Fellali. Au-delà de l’aspect économique, le groupe affirme vouloir inscrire ses activités dans une démarche durable et responsable. « Il est essentiel que notre croissance s’accompagne d’une prise en compte de l’impact social et environnemental. C’est une condition pour assurer la durabilité de nos projets et la confiance de nos partenaires », a-t-il conclu.

APPROVISIONNEMENT DES HÔPITAUX EN MÉDICAMENTS PRODUITS LOCALEMENT
En hausse de 300% au cours des cinq dernières années

Synthèse S R.

Le taux approvisionnement des hôpitaux en médicaments produits localement a enregistré une hausse de 300% au cours des cinq dernières années, marquant un tournant stratégique dans le processus de sécurité sanitaire en Algérie, a affirmé le Directeur général de la Pharmacie centrale des Hôpitaux (PCH), M. Sabri Djeroud. Dans une déclaration à l’APS, M. Djeroud a expliqué que l’approvisionnement des hôpitaux algériens en médicaments produits localement «a connu un bond qualitatif au cours des cinq dernières années, grâce à la politique de l’Etat visant à encourager le produit national», comme en témoigne la valeur globale de ces médicaments, qui est «passée de 31 milliards de Dinars en 2020 à 107 milliards de Dinars en 2025», soit un taux de croissance «dépassant les 300%». Il s’agit d’un «tournant stratégique dans le processus de sécurité sanitaire du pays», a-t-il souligné, ajoutant que cette orientation «a non seulement contribué à réduire la facture d’importation, mais a également permis de garantir la disponibilité de médicaments de haute qualité livrés aux hôpitaux dans un délai record et à des prix bas, en plus de réduire les transferts coûteux de patients à l’étranger». A cet égard, M. Djeroud a fait savoir que la production locale dans ce domaine s’est élargie pour inclure des catégories sensibles, telles que certains médicaments anticancéreux, des médicaments innovants (immunologiques et hormonaux) et des médicaments pour les maladies rares. Pour ce qui est du traitement du cancer, le même responsable a précisé que le nombre de médicaments produits localement «est passé de 33 en 2023 à 52 en 2025», ce qui constitue un «soutien significatif à l’enveloppe financière allouée à cette catégorie», d’autant que «les médicaments innovants représentent 66% du budget global consacré au traitement des cancers». De plus, «l’enveloppe financière globale allouée au traitement des cancers a augmenté de 400% au cours de la même période, ce qui traduit l’engagement de l’Etat à assurer un traitement moderne à ces patients», a-t-il ajouté. S’agissant des maladies rares, le DG de la PCH a révélé que le budget, le plus gros dans l’histoire de la PCH, s’élevant à 40 milliards de DA, a été alloué, parallèlement à la mise à jour de la liste des médicaments et des protocoles thérapeutiques, en vue d’assurer des traitements efficaces et rapides pour cette catégorie. La disponibilité de médicaments innovants contribuera à réduire la durée d’hospitalisation, à diminuer les complications et à augmenter les chances de guérison.

GUELMA
22 structures de
jeunesse et de sports
bénéficient
d'opérations de
renovation et de
rééquipement

Plus de 22 structures de jeunesse et de sport, situées dans plusieurs communes de la wilaya de Guelma, ont bénéficié en 2025 d'opérations de rénovation et de rééquipement, a indiqué, dimanche, le directeur de l'Office des établissements de jeunes (ODEJ), Ali Benbakha. Le même responsable a précisé à l'APS que ces opérations, qui ont concerné des maisons de jeunes et des complexes sportifs de proximité, dans plusieurs communes, s'inscrivent dans le cadre de la modernisation des structures du secteur de la jeunesse et des sports afin de les adapter aux besoins des jeunes. M. Benbakha a ajouté que des moyens financiers "suffisants" ont été mis en place pour réaliser différents travaux de remise en état et acquérir des équipements spécifiques à chaque structure, précisant que les enveloppes prévues ont été puisées des programmes sectoriels destinés à ce secteur ainsi que du budget de la wilaya. Le même responsable a également précisé qu'au titre des nombreuses opérations lancées dans ce cadre, six (6) établissements et structures de jeunesse ont été réceptionnés et remis en service, plus tôt dans l'année, grâce au rythme soutenu imprimé aux travaux. Il s'agit, a-t-il fait savoir, du complexe sportif de proximité (CSP) et de la maison de jeunes de la commune d'Héliopolis, et des maisons de jeunes des communes de Bouchegouf, de Hammam N'baïls, d'Oued Cheham et "Salah-Bounider" de Guelma. Il est également prévu la réception "prochaine" et la remise en service de plusieurs autres établissements de jeunesse, dont les travaux de rénovation et d'équipement ont atteint un stade avancé. Il s'agit des maisons de jeunes des communes de Bouaâti-Mahmoud, de Hammam Debagh et de Tamoulouka, a encore affirmé M. Benbakha, soulignant que toutes les autres opérations de restauration et de rééquipement avancent à un "bon rythme".

CHLEF

150.000 doses de vaccin pour protéger les ovins et caprins contre la peste des petits ruminants

L'Inspection vétérinaire de la direction des services agricoles de Chlef a affecté 150.000 doses de vaccin pour la vaccination des ovins et caprins contre la peste des petits ruminants, dans le cadre des efforts de protection du cheptel, a-t-on appris, dimanche, auprès de cette instance.

Lancée le 14 août dernier, cette campagne de vaccination préventive cible entre 230.000 et 250.000 têtes d'ovins et caprins âgés de plus de quatre mois, avec la mobilisation de vétérinaires privés pour sa mise en œuvre à travers les différentes communes de la wilaya, a indiqué, à l'APS, l'inspecteur vétérinaire de la wilaya, Laredj Bouabdallah. Plus de 81.000 ovins et caprins ont été vaccinés depuis le début de cette campagne à

ce jour, a-t-il ajouté. Il a, à ce titre, salué la prise de conscience des éleveurs et leur implication dans la protection du cheptel, ainsi que leur respect des consignes sanitaires dans ce domaine. "L'opération se poursuit toujours, et la wilaya va réceptionner un nouveau lot de vaccins dans les prochains jours", a informé le même responsable. Parallèlement à cette campagne, les services vétérinaires de Chlef ont récemment achevé l'opération de vaccina-

tion des bovins contre la dermatose nodulaire contagieuse, qui a concerné 9.000 têtes, en plus de la vaccination de plus de 16.000 têtes contre la fièvre aphteuse et la rage bovine. L'Inspection vétérinaire de Chlef a, aussi, appelé les éleveurs à procéder à la désinfection des étables, à lutter contre les insectes vecteurs de maladies et à contacter immédiatement les équipes vétérinaires en cas de détection de symptômes chez leurs animaux.

OUARGLA/FOURNITURES SCOLAIRES

Près d'une vingtaine de participants à l'exposition régionale

Près de vingt exposants, promoteurs économiques et libraires, activant au niveau des wilayas du Sud-est du pays, prennent part à l'exposition des fournitures scolaires ouverte dimanche dans la commune de Rouissat, périphérie d wilaya de Ouargla, dans le cadre des préparatifs de la prochaine rentrée scolaire 2025/2026. Inaugurée par les autorités locales au niveau du parc de l'ex-hôtel "El-Boustane", cette manifestation commerciale propose, à des prix compétitifs, une pano-

plie d'articles scolaires (cartables et ouvrages), effets vestimentaires, tabliers notamment, et d'autres supports pédagogiques à la satisfaction des scolarisés des trois paliers scolaires. Intervenant lors de l'inauguration de cette foire, le wali de Ouargla, Abdelghani Filali, a souligné que "cette manifestation devrait permettre aux participants, promoteurs économiques, libraires, grossistes et détaillants, issus des wilayas de Ouargla, Tougourt, El-Oued et Ghardaïa, d'exposer et promouvoir leurs

produits, avant de convier les différents promoteurs du pays d'opérer pour l'investissement en la matière dans la wilaya de Ouargla. La wilaya de Ouargla offre de larges perspectives d'investissement, notamment à la faveur de la disponibilité du foncier nécessaire à travers le guichet unique décentralisé relevant de l'agence algérienne de la promotion de l'investissement (ANPI), a affirmé le wali de Ouargla. Pour leur part, de nombreux visiteurs, parents d'élèves notam-

ment, ayant afflué dès l'ouverture de cette manifestation, se sont félicités de pareille initiative exposant, ont-ils témoigné, des produits à des prix raisonnables et compétitifs proportionnels aux différentes bourses. Cette manifestation commerciale est organisée par la direction du commerce (DC), en coordination avec la chambre de commerce et de l'industrie "CCI-Wahat", l'union locale des commerçants et artisans algériens et l'association de la protection du consommateur de la wilaya de Ouargla.

ORAN

Raccordement de 18 établissements scolaires à l'électricité et au gaz à l'approche de la rentrée

La direction de distribution de l'électricité et du gaz d'Es-Senia (Oran), en coordination avec la direction de l'éducation et les autorités locales, a supervisé une opération de raccordement de 18 établissements scolaires aux réseaux de l'électricité et du gaz en prévision de la rentrée scolaire, a-t-on appris, dimanche, auprès de cette direction. La même source a indiqué que ces établissements scolaires sont répartis à travers plusieurs communes de la capitale de l'Ouest, à savoir Benfria, Mers El Kébir, Tatraoui, El Kerma, Sidi Ben Yebka et Hassi Bounif, soulignant que cette opération a été

programmée dans le cadre de l'amélioration des conditions de scolarisation et de la création d'un climat opportun pour les élèves. La même direction a précisé avoir réalisé, au cours des cinq dernières années, des réseaux énergétiques au profit de plus de 153 établissements scolaires, dans le but de permettre aux élèves de suivre leurs cours dans les meilleures conditions. L'opération de raccordement a également concerné plusieurs nouveaux quartiers résidentiels, où des écoles ont été raccordées dans les cités 17.000 et 300 logements de Oued Tlalat, 400 et 301 logements à El

Kerma, ainsi que la cité 700 logements de Mers El Kébir et le pôle urbain Ahmed-Zabana. En outre, quatre nouvelles cantines scolaires à Sidi Chahmi, Es-Senia et Boutléis ont été raccordées à l'électricité et au gaz, selon la même source. L'opération a aussi touché certains quartiers ruraux, à l'instar des douars Garaidia et El Hamoul, "ce qui reflète la volonté de la direction d'assurer une couverture énergétique globale des établissements scolaires à travers le territoire de la wilaya avant la rentrée scolaire", assure-t-on de même source.

SÉTIF

Des responsables du ministère du Commerce intérieur inspectent les expositions-vente de fournitures scolaires

Des "visites de terrain programmées" ont été entamées, dimanche à Sétif, par des responsables centraux du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, au niveau des papeteries, foires et autres expositions-vente de fournitures scolaires, en prévision de la rentrée scolaire. La responsable de cette délégation, Mme Nadjat Bouzidi, chargée des études et de synthèse au cabinet du ministre du Commerce intérieur et de la Régula-

tion du marché national, a indiqué, après avoir été reçue par le wali de Sétif, Mustapha Limani, que cette visite s'inscrit dans le cadre de l'exécution des instructions du ministre de tutelle concernant le suivi des lieux de commercialisation des fournitures scolaires et de l'approvisionnement du marché national en produits de large consommation en prévision des rentrées scolaire, professionnelle et universitaire 2025-2026. Elle a ajouté que ces visites d'inspection, entreprises ces

derniers jours sur tout le territoire national par le ministère de tutelle, incluent, au premier jour dans la wilaya de Sétif, de nombreux espaces commerciaux à El Eulma, Ain Azel, Ain Oulmène, en plus du marché régional de gros. Les inspections se poursuivront lundi à Sétif, Bougâa et Maouklane, l'objectif étant de garantir une rentrée sociale réussie. De son côté, le directeur du commerce de la wilaya de Sétif, Rachid Hamadi, a fait part d'une "baisse significative" des prix des four-

nitures scolaires par rapport à l'année dernière, allant de 40 à 60 %, attribuant cela à "l'adoption d'une politique de vente directe du producteur au consommateur". Pour rappel, la direction du commerce de la wilaya de Sétif a pris de nombreuses dispositions et mesures préventives en prévision de la rentrée scolaire, notamment l'organisation de 6 grandes foires dédiées à la commercialisation des fournitures scolaires et ce, dans plusieurs régions de la wilaya.

Les droits de douane de Trump ne créeront aucun emploi dans l'industrie américaine

Les droits de douane que le président Donald Trump impose à tous les pays sont censés créer des millions d'emplois aux États-Unis. Il n'en sera rien.

Par Philbert Carbon

Donald Trump a fixé plusieurs objectifs à la guerre commerciale qu'il a lancée dès son arrivée à la Maison-Blanche en janvier 2025 : réduire les flux de fentanyl et d'immigrants clandestins, négocier de meilleurs accords commerciaux, renforcer la sécurité nationale et la résilience économique des États-Unis, augmenter les recettes du Trésor fédéral, réduire le déficit commercial, augmenter l'emploi dans le secteur manufacturier.

Des promesses de créations d'emplois... qui ont du mal à se concrétiser

Pour Trump, c'est bien évidemment le dernier objectif qui est le plus important. Lors d'une conférence de presse le 7 janvier 2025, il déclarait : « Nous allons imposer de nouveaux droits de douane afin que les produits vendus dans nos magasins puissent à nouveau arborer cette belle mention : "Made in the USA" ». Le 2 avril, décrétant « Jour de la libération », il affirmait : « Les emplois et les usines reviendront en force dans notre pays, et vous pouvez déjà le constater. Nous allons dynamiser notre base industrielle nationale. » Comme nous l'avons indiqué il y a quelques jours, les derniers chiffres ne sont pas bons : les coûts des biens et services augmentent, les revenus réels stagnent et les entreprises commencent à licencier. Depuis, nous avons appris que seulement 27 000 emplois ont été créés, en moyenne, au cours des quatre derniers mois. Six fois moins que la moyenne de l'an dernier, sous la présidence Biden. Toutes ces données s'ajoutent au rapport sur l'emploi publié en août qui a rendu Trump furieux, l'amenant à limoger Erika McEntarfer, la responsable du Bureau of Labor statistics (BLS). C'est bien connu : rien n'est plus efficace que de casser le thermomètre pour faire disparaître la fièvre ! Certes, la nouvelle politique commerciale américaine est récente et il serait sage de lui laisser le temps de produire tous ses effets. Mais, à moins que la personne qui prendra la tête du BLS ne se mette à truquer les données pour complaire à Donald Trump, il est probable que la situation de l'emploi se dégradera encore dans les mois à venir. L'argument du président américain et des protectionnistes est le suivant : « Les droits de douane sont une taxe sur les produits importés, mais pas sur les produits fabriqués dans le pays. En augmentant le prix relatif des produits importés, les consommateurs sensibles



aux prix se détourneront des importations. Cela augmentera la compétitivité des producteurs nationaux, ce qui stimulera à son tour la demande du marché pour les services de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier. L'emploi et les salaires dans le secteur manufacturier augmenteront donc. »

Un beau raisonnement, un peu boiteux néanmoins

Mais Trump et les protectionnistes oublient plusieurs facteurs importants. Premièrement, étant donné que les fabricants américains importent une grande partie de ce dont ils ont besoin pour la fabrication de leurs produits finis, les droits de douane ne sont pas seulement une taxe sur la consommation, ils sont également une taxe sur les investissements des entreprises. Or, taxer les investissements revient à réduire la compétitivité des fabricants américains, ce qui devrait exercer une pression à la baisse sur la demande de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier. Deuxièmement, bien qu'elles soient souvent considérées comme des événements statiques, les augmentations tarifaires doivent être envisagées dans un contexte dynamique. Des pays vont riposter, ce qui nuira là aussi aux exportateurs américains et réduira, là aussi, la demande de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier. Troisièmement, le temps ne joue pas en faveur de Trump. Si instaurer des droits de douane peut se faire d'un simple trait de plume, construire des usines demande plusieurs années. Quatrièmement, l'incertitude politique actuelle aux États-Unis (objectifs politiques flous, mise en œuvre incompétente, revirements et changements politiques soudains, atmosphère chaotique) n'incite pas les entreprises à s'engager dans des investissements coûteux et pluriannuels. Comme l'écrit

Michael R. Strain de l'American Enterprise Institute (AEI), « Étant donné que les producteurs américains dépendent fortement des biens intermédiaires importés, les fluctuations brutales des droits de douane sont extrêmement déstabilisantes. Lorsque les entreprises ne peuvent pas prévoir leurs coûts, elles ne peuvent pas déterminer quels investissements sont susceptibles de générer des profits. »

Ce sont les gains de productivité qui ont fait baisser l'emploi manufacturier

Plutôt que d'opposer des arguments théoriques les uns aux autres, regardons ce qu'il s'est réellement passé au cours des dernières années. Il est vrai que la part de l'emploi manufacturier dans l'emploi total non agricole est en baisse aux États-Unis, mais cela ne date pas d'hier, ni d'avant-hier. Cela n'a rien à voir avec l'adhésion de la Chine à l'OMC en 2001 ni avec l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) en 1994. Le phénomène a commencé dès la fin de la Seconde Guerre mondiale parce que la productivité manufacturière ne cesse d'augmenter depuis cette période. Comme le dit M.R. Strain, « le principal facteur à l'origine du déclin de l'emploi dans le secteur manufacturier est le progrès technologique, et non le commerce international. » Par conséquent, « si les protectionnistes souhaitent réellement stimuler l'emploi dans le secteur manufacturier, ils devraient plaider en faveur d'une réduction de la productivité manufacturière, et non des importations. » Par ailleurs, la production industrielle américaine a atteint son plus haut niveau depuis la Seconde Guerre mondiale en... février 2025. Il est aujourd'hui plus élevé qu'il ne l'était lors de l'adhésion de la Chine à l'OMC en 2001, et plus élevé aussi qu'en 1994 lorsque l'Aléna est entré en vigueur.

Non seulement les États-Unis produisent plus que jamais, mais ils sont également une puissance manufacturière mondiale par rapport aux autres pays. Comme le montre la figure ci-dessous, leur production est supérieure à celle de tous les autres pays, à l'exception de la Chine, qui a dépassé les États-Unis parce qu'elle a augmenté sa production, et non parce que les États-Unis ont commencé à produire moins. Le troisième pays sur le podium, le Japon, est très loin derrière les États-Unis.

Le précédent du premier mandat Trump

La guerre commerciale menée par Donald Trump repose sur une analyse profondément erronée des déficits économiques auxquels sont confrontés les États-Unis. L'industrie manufacturière américaine n'est pas en crise, et le libre-échange n'a pas été le principal facteur de la baisse de l'emploi dans ce secteur. Par conséquent, la guerre commerciale n'augmentera pas de manière substantielle l'emploi dans ce domaine. Elle risque plutôt de le faire diminuer. Si le président américain avait pris soin de regarder les résultats de la guerre commerciale qu'il a engagée lors de son premier mandat, peut-être ne se serait-il pas lancé dans ce nouvel affrontement avec le reste du monde. En 2022, Javorcik et al. ont montré que les augmentations tarifaires de 2018 n'ont pas augmenté les offres d'emploi en ligne, qui sont une mesure de la demande de main-d'œuvre. Ils ont constaté en revanche que l'exposition du marché du travail à la hausse des coûts des intrants (autrement dit les éléments entrant dans la production d'un bien) intermédiaires, due aux droits de douane (à l'importation et à l'exportation), a entraîné une baisse de la demande de main-d'œuvre. En 2024, Autor et al. n'ont pas non plus remarqué d'effet positif, sur l'emploi, des droits de douane américains à l'importation, mais ont systématiquement constaté des effets négatifs consécutifs à la rétorsion exercée par les pays étrangers via leurs propres droits de douane. Enfin, Flaaen et Pierce, dans une étude à paraître prochainement, évaluent l'effet des augmentations tarifaires américaines de 2018-2019 sur l'emploi dans le secteur manufacturier. Ils mesurent une augmentation de 0,4% de l'emploi due à la protection des importations, mais une baisse de 2% due à la hausse des coûts des intrants et une baisse de 1,1% due aux rétorsions. Au total, ils constatent donc une baisse de 2,7 % de l'emploi manufacturier. Un schéma qui est se répète depuis quelques mois !

Source : <https://contreponts.org>, publié le 11/09/2025

LA VISION DE LA
SNIM À L'HORIZON
2031 (MAURITANIE)

**Produire
45 millions de
tonnes de fer
annuellement**

La Société nationale industrielle et minière (SNIM) a annoncé un plan visant à porter la production de fer à 45 millions de tonnes par an d'ici 2031, pour atteindre 80 millions de tonnes à l'horizon 2045. Cette vision s'appuie sur les déclarations de Mohamed Ould Hendo, responsable de la communication de la société, qui a précisé que le programme stratégique comprend trois phases successives, dont les détails ont été complétés par l'annonce faite par le directeur général de la société lors de la conférence économique Mauritanides. Il a ajouté que la production de 45 millions de tonnes dépendra de la contribution de SNIM à hauteur de 24 millions de tonnes, en plus des 21 millions de tonnes provenant des projets d'Elowja et d'Atoumaï, en partenariat avec les sociétés Eclencor et Hadid Saudi Arabia. Il a souligné l'existence de diverses sources pour atteindre la production de SNIM, notamment des mines existantes et d'autres nouvelles en cours d'étude, en mettant l'accent sur les initiatives de rationalisation des ressources afin d'augmenter les quantités produites. Il a souligné que la réalisation de ces objectifs nécessite un approvisionnement en énergie à des prix raisonnables et le financement nécessaire, tandis que les autres éléments essentiels, tels que les ressources, l'expertise et les infrastructures, sont déjà disponibles.

ÉGYPTE-TUNISIE

Signature de huit documents de coopération

Les relations entre l'Égypte et la Tunisie sont historiques et diversifiées. À l'occasion de la 18^e session de la commission mixte entre les 2 pays, le 1^{er} ministre égyptien a notamment exprimé le souhait de doubler les échanges commerciaux pour les faire atteindre le milliard de dollars en valeur.

À l'issue de la 18^e session de la Haute Commission mixte égypto-tunisienne, les deux pays ont signé huit documents de coopération dans divers secteurs. Ces documents paraphés le jeudi 11 septembre comprennent plusieurs mémorandums d'entente, notamment dans les domaines de la santé et des services, des exportations, ainsi que du soutien aux petites, moyennes et microentreprises. Les deux pays ont également adopté plusieurs programmes exécutifs portant sur la jeunesse et les sports, les affaires sociales, la protection des consommateurs et de la surveillance des marchés. « Nous soulignons l'importance de développer

des investissements communs entre les deux pays et d'encourager les entrepreneurs en Égypte et en Tunisie à créer des partenariats stratégiques dans divers secteurs prometteurs » a déclaré le Premier ministre égyptien Moustafa Kamal Madbouli. Il a ajouté que les deux parties ont convenu d'augmenter le volume de leurs échanges commerciaux afin de le doubler au cours des deux prochaines années, le faisant passer de 500 millions à 1 milliard USD. Remontant à plusieurs décennies, la coopération entre l'Égypte et la Tunisie s'est intensifiée ces dernières années, atteignant de nouveaux sommets grâce à des

consultations politiques régulières entre les dirigeants des deux pays et aux réunions périodiques du Haut Comité conjoint. Ces rencontres ont permis de consolider et de diversifier leur partenariat, notamment dans les domaines de l'industrie, du commerce, du tourisme, de l'emploi, de l'économie, des médias, de la culture et de l'artisanat. Sur le plan économique, les deux États s'accordent sur l'exonération des droits de douane, la prévention de la double imposition, la promotion des investissements, ainsi que la promotion de la science et de la technologie.

RENTREE SCOLAIRE 2025-2026 EN TUNISIE

120 000 élèves défavorisés bénéficieront d'aides d'une valeur de 6 millions de dinars

La présidente de l'Union tunisienne de solidarité sociale (UTSS), Naïma Jlassi, a annoncé samedi que 120 000 élèves issus de familles défavorisées et à faibles revenus bénéficieront du programme national d'aides scolaires à l'occasion de la rentrée 2025-2026. La valeur totale de ce programme est estimée à 6 millions de dinars, mobilisant à la fois des financements publics et des partenariats avec les institutions éducatives. Des fournitures pour alléger le coût de la rentrée

Selon les précisions fournies par Naïma Jlassi à l'agence TAP, l'aide inclut notamment 70 000 manuels scolaires, acquis grâce à un accord conclu avec le Centre national pédagogique. Cet accord permet de proposer une réduction de 23 % sur les prix, au profit des élèves du primaire, du collège et de la première année du secondaire. Ces dotations constituent un véritable soulagement pour des milliers de familles confrontées à l'augmentation des prix des fournitures scolaires. La présidente de l'UTSS a indi-

qué que l'État contribue directement au financement, avec une enveloppe publique de 4,35 millions de dinars. Le reste est assuré par les fonds propres de l'Union et des dons spécifiques. En complément des fournitures, l'UTSS a également prévu la distribution de vêtements et de chaussures d'une valeur totale d'environ un million de dinars, afin de couvrir les besoins des élèves et de favoriser l'égalité des chances dès la rentrée. Ce programme confirme le rôle central de l'Union tunisienne de solidarité sociale dans la lutte

contre les inégalités scolaires. En apportant une aide matérielle directe aux enfants issus de familles vulnérables, l'UTSS contribue à réduire le taux d'abandon scolaire et à soutenir l'équité éducative. Pour de nombreux parents, ces aides représentent bien plus qu'un simple appui logistique : elles permettent aux enfants de débiter l'année scolaire dans des conditions dignes et de renforcer la cohésion sociale autour de l'école publique.

ÉGYPTE

142 milliards de livres égyptiennes investis par le secteur privé

Le poids du secteur privé continue de se renforcer au cours des neuf premiers mois de l'exercice fiscal 2024/2025, dont le taux a atteint environ 4,2 % contre 2,4 % pour la même période de l'année précédente. « Les investissements du secteur privé ont atteint 142,8 milliards de livres égyptiennes et représentant près de 62,8 % du total des investissements réalisés » en Egypte, s'est félicitée dimanche 14 septembre dans un communiqué la ministre de la Planification, du Développement économique et de la Coopération internationale Rania Al-Mashat à l'issue d'une réunion avec une délégation de l'agence de notation internationale Standard & Poor's. La ministre a rencontré Roberto Sifon-Arévalo, responsa-

ble mondial des notations de la dette souveraine et des institutions financières multilatérales de S&P, dans le cadre de discussions sur les réformes économiques en cours dans l'Égypte. Elle a affirmé que « le gouvernement égyptien continuait de mettre en œuvre des mesures pour renforcer le secteur privé et améliorer le climat d'investissement », a indiqué le communiqué. Elle a ainsi salué l'accélération du rythme des investissements privés en prix constants, qui ont enregistré une hausse de 24,2 % en glissement annuel au cours du troisième trimestre de l'exercice financier précédent. « Les investissements du secteur privé ont atteint 142,8 milliards de livres égyptiennes, dépassant ainsi l'investissement public pour le troisième trimestre consécutif et repré-

sentant près de 62,8 % du total des investissements réalisés (hors stocks). Le gouvernement s'engage à suivre une approche de gouvernance rigoureuse pour la gestion de ces financements et à œuvrer à la réduction de la dette extérieure par diverses mesures visant à en renforcer la viabilité », a-t-elle ajouté.

**Croissance positive
de l'économie égyptienne**

Al-Mashat a également évoqué les taux de croissance de l'économie égyptienne au cours des neuf premiers mois de l'exercice fiscal 2024/2025, qui ont atteint environ 4,2 % contre 2,4 % pour la même période de l'année précédente. Selon elle, cette croissance est due à la contribution positive de secteurs vitaux tels que les

industries manufacturières non pétrolières, les exportations, les télécommunications et les technologies de l'information, et le tourisme. Cette performance est le résultat des réformes économiques initiées en mars 2024. Enfin, la ministre a mentionné la préparation d'un plan de développement économique et social sur une période de trois ans, à compter de l'exercice fiscal 2026/2027, dans un cadre budgétaire à moyen terme.

**Une coopération étroite
avec les institutions financières**

Standard & Poor's est l'une des trois plus grandes agences mondiales de notation de crédit et son rôle principal est d'évaluer la solvabilité des pays et des entreprises. Dans son dernier rapport, en

avril 2025, l'agence avait maintenu la note de crédit de l'Égypte à (B) et révisé sa perspective à « stable », citant les vulnérabilités liées aux pressions fiscales et aux risques financiers mondiaux. Ces efforts s'inscrivent dans le cadre de la coopération de l'Égypte avec les institutions financières internationales. De son côté, le FMI a appelé jeudi 11 septembre l'Égypte à approfondir ses réformes structurelles, notamment l'autonomisation du secteur privé, à accélérer ses appels d'offres (OPI) et à lever la subvention sur le carburant. Jeudi, le FMI a également confirmé lors d'une conférence de presse que la cinquième et la sixième revues du programme de prêts accordés à l'Égypte seraient finalisées cet automne.

NIGERIA

La filière hévéa veut renforcer son poids sur le marché mondial du caoutchouc

Le Nigeria est le deuxième producteur africain de caoutchouc naturel après la Côte d'Ivoire. Alors que le pays affiche une contribution mineure à l'approvisionnement mondial, la filière se mobilise pour changer la donne.

Au Nigeria, la filière hévéa vise une contribution de 12 % à la production mondiale de caoutchouc. C'est ce qu'a annoncé Peter Idowu, président de l'Association nationale des producteurs, transformateurs et commerçants de caoutchouc du Nigeria (NARPP-MAN), le 11 septembre dernier. Si l'échéance pour l'atteinte de cet objectif n'a pas encore été fixée, d'après les informations relayées par l'Agence nigériane de presse (NAN), cela traduit les ambitions de croissance que nourrit la filière nigériane. Cette annonce suggère en effet qu'elle souhaite s'élever à la hauteur de la Côte d'Ivoire, premier producteur africain de la matière première et troisième sur le plan mondial derrière la Thaïlande

et l'Indonésie. Dans la nation éburnéenne la production de caoutchouc naturel a été évaluée à près de 1,9 million de tonnes en 2024, ce qui représentait alors 12,32 % de la production mondiale estimé à 14,6 millions de tonnes. En comparaison, le Nigeria peine à maintenir sa production au-dessus de 150 000 tonnes par an depuis 2013, selon les données officielles. D'après la NARPPMAN, la stratégie pour accroître la production reposera sur l'expansion des superficies cultivées, l'intégration des petits producteurs à travers des programmes d'appui contractuels (out-growers schemes), ainsi que le développement de la transformation industrielle et de la commercialisation.

C'est dans cette optique que l'association souhaite porter à 24 le nombre d'antennes régionales dont elle dispose dans le pays, contre 18 actuellement, afin de renforcer ses actions et mieux structurer la filière. « Le Nigeria dispose de suffisamment de terres et de ressources pour y parvenir. Nous sommes déterminés à collaborer avec les institutions publiques, les organisations privées et les partenaires internationaux pour construire une chaîne de valeur résiliente du caoutchouc », a déclaré M. Idowu. La culture d'hévéa est principalement réalisée à travers 11 États à savoir Edo, Delta, Ondo, Ogun, Abia, Anambra, Akwa-Ibom, Cross River, Rivers, Ebonyi et Bayelsa.

PORT DE COTONOU

Les volumes en hausse de 50% en glissement annuel au 2^e trimestre 2025

Après un ralentissement observé à partir du 3^e trimestre 2023, les activités au port de Cotonou se rapprochent de leurs performances annuelles historiques. Les tendances actuelles démontrent une consolidation du trafic sur la plateforme béninoise. Les volumes de marchandises traitées le second trimestre 2025 au port de Cotonou affichent une progres-

sion de 50,5% en glissement annuel, atteignant 3 153 472 tonnes contre 2 095 245 tonnes en 2024. Selon le dernier rapport d'exécution du budget de l'État élaboré par le ministère des Finances, ce chiffre est notamment composé de 1 875 892 t de marchandises importées (+34,7%) et de 991 012 t d'exportations (soit +109,8%). Le trafic a été apporté par un total de 210 navires, démontrant un regain d'attractivité

de la plateforme béninoise, après un recul notable observé à partir du 3^e trimestre 2023. Selon le rapport, la reprise a été stimulée par les performances à l'exportation et s'explique principalement par les bons résultats de la campagne agricole 2024-2025, ainsi que par la montée en puissance de la production des unités industrielles de la zone économique spéciale de Glo-Djigbé.

Le segment du transbordement a aussi contribué à cette dynamique, avec une hausse de 7,6%. Si la tendance apparaît haussière en glissement annuel, la comparaison entre les deux premiers trimestres de 2025 montre néanmoins un recul d'activité, le trafic ayant atteint 3 518 440 tonnes en début d'année, dont 2 223 181 t de produits importés et 1 165 579 t d'exportations.

CÔTE D'IVOIRE

Les sociétés agricoles paient peu d'impôts sur les bénéfices

Ces dernières années, la Côte d'Ivoire a renforcé ses efforts de mobilisation fiscale avec un ratio impôt/PIB atteignant désormais 14%. Pourtant, certains secteurs fortement valorisés tels que l'agriculture affichent encore des écarts fiscaux importants, selon la Banque mondiale. En Côte d'Ivoire, l'agriculture figure, aux côtés des mines, du commerce, de la construction et des télécommunications, parmi les « secteurs sous-imposés ou présentant des niches fiscales à identifier et exploiter ». C'est ce que révèle le dernier rapport de la Banque mondiale sur la situation économique du pays, qui met en évidence un déséquilibre marqué dans la mobilisation fiscale. S'appuyant sur les analyses microéco-

nomiques de la cellule d'analyse de politiques économiques du CIRES (CAPEC), l'étude montre que les sociétés agricoles ne réalisent qu'un effort fiscal de 2% au titre de l'impôt sur les bénéfices par rapport à leur potentiel, impliquant un écart fiscal de 98 % (différence entre l'effort fiscal réel et le potentiel fiscal). Autrement dit, la majeure partie de la richesse créée dans ce secteur échappe à l'impôt sur les bénéfices. A titre de comparaison, l'industrie et les services atteignent respectivement 63 % et 80 % de leur potentiel fiscal. Le constat est encore plus frappant pour les produits d'exportation agricoles : seulement 1 % d'effort fiscal pour la pêche et les produits forestiers, ce qui confirme que l'agriculture d'exportation constitue une niche

sous-imposée selon la Banque mondiale. Sans établir une relation de cause à effet directe, le rapport indique que ce type d'écart fiscal peut s'expliquer par une combinaison de facteurs : régimes préférentiels et exonérations souvent accordés pour des raisons politiques ou sociales, complexité du cadre administratif, et poids de l'informalité. « Les récentes réformes de l'administration fiscale, conjuguées à une transformation économique émergente, ont permis de réduire progressivement la taille du secteur informel de près de 10 points de pourcentage du PIB depuis les années 2000, pour atteindre environ 38 % en 2020 », souligne l'étude. Mais elle ajoute aussitôt : « le secteur informel demeure prépondérant, em-

ployant plus de 80 % de la population active, et ne contribue pas encore pleinement aux recettes fiscales. Cela constitue un obstacle important à l'élargissement de l'assiette fiscale et à la productivité de l'impôt sur le revenu des sociétés ». Cette analyse ne signifie pas pour autant que l'agriculture échappe totalement à la fiscalité. L'impôt sur les bénéfices des sociétés n'est pas le seul indicateur de l'effort fiscal du secteur. Avec un poids de 23 % dans le PIB et deux tiers des recettes d'exportation, l'agriculture ivoirienne est soumise à des régimes fiscaux complexes, qui génèrent malgré tout des revenus pour l'État, notamment via une fiscalité de porte (droits de sortie) et divers prélèvements parafiscaux.

BOTSWANA

S&P dégrade la note souveraine à BBB, sous la pression du diamant

Le modèle économique du Botswana, jadis présenté comme un succès africain, doit désormais affronter une transformation mondiale du marché diamantifère qui menace sa principale rente. S&P Global Ratings a abaissé la note souveraine du Botswana de BBB+ à BBB, assortie d'une perspective négative. Une décision motivée par l'effondrement des recettes diamantifères, la détérioration des comptes publics et l'érosion rapide des réserves de change. Deuxième producteur mondial de diamants bruts, le Botswana tire historiquement 70 % de ses exportations et près d'un tiers de ses recettes publiques de cette seule ressource. Mais depuis 2023, la chute des prix et de la demande mondiale – plombée par le ralentissement chinois, le tassement de la consommation américaine et la montée en puissance des diamants de synthèse – a fait vaciller ce modèle. Le produit intérieur brut s'est contracté de 3 % en 2024, puis de 0,4 % attendu en 2025, selon S&P. La production de Debswana, coentreprise entre l'État et De Beers, a été réduite de 40 % depuis 2023. Une cure d'austérité forcée pour un pays dont la croissance avait longtemps été un modèle en Afrique australe. La chute des recettes diamantifères a eu un effet immédiat sur les finances publiques. Le déficit budgétaire a atteint 8,9 % du PIB lors de l'exercice clos en mars 2025, un record depuis deux décennies. Pour 2025-2026, S&P anticipe un déficit encore élevé, à 7,6 % du PIB, avant une réduction progressive autour de 5 % à l'horizon 2028. La dette nette, longtemps quasi nulle, grimpe rapidement : de 6,3 % du PIB en 2023, elle devrait dépasser 33 % d'ici 2028. En parallèle, les réserves de change se sont effondrées, passant de 4,5 milliards de dollars mi-2024 à 3,2 milliards à la mi-2025, soit une baisse de 27 %.

BOURSE ZURICH

Le SMI à l'équilibre avant la Fed

La Bourse suisse restait prudente lundi matin, alors que les investisseurs digéraient l'abaissement de la note de dette de la France et anticipaient la décision sur les taux de la Réserve fédérale américaine (Fed).

L'agence de notation Fitch a abaissé vendredi soir la note souveraine de la France à "A+", contre "AA-" précédemment, sanctionnant l'Hexagone pour son instabilité politique persistante et les incertitudes budgétaires qui contrarient l'assainissement de ses comptes publics très dégradés. Cet abaissement est le deuxième de la note française par Fitch depuis avril 2023, l'agence ayant alors invoqué les fortes tensions sociales liées à la réforme des retraites. Il peut laisser préfigurer d'un mouvement similaire par les deux autres grandes agences mondiales, Moody's le 24 octobre et S&P le 28 novembre. Mercredi, la Fed devrait commencer à abaisser ses taux directeurs pour donner du souffle à la première économie mondiale, selon les attentes de la grande majorité des analystes. Ses taux se situent depuis décembre dans une fourchette entre 4,25% et 4,50%. "Les investisseurs anticipent largement une baisse de 25 points de base (...), avec une faible probabilité d'une réduction plus importante d'un demi-point de pourcentage compte tenu des données économiques actuelles", a estimé John Plassard. Mais pour le responsable de la stratégie d'investissement à la banque

Cité Gestion, "le risque est double: soutenir l'activité en soulageant le ménages et les entreprises, mais aussi alimenter de nouvelles pressions inflationnistes si la demande repart trop vite". Selon Frank Sohleder, analyste d'Activtrades, le marché pourrait déjà avoir intégré cette baisse dans les cours. "La Fed court le danger de ne pas répondre aux attentes élevées et que le marché réagisse négativement", a-t-il averti. A la Bourse suisse vers 10h42, l'indice vedette SMI accélérait de 0,05% à 12'200,34 points, après avoir ouvert en hausse de 0,23%. Le SLI prenait 0,19% à 2016,24 points et le SPI gagnait 0,14% à 16'968,12 points. En la quasi absence de nouvelles d'entreprises, la majorité des valeurs vedettes s'affichait désormais dans le vert, emmenées par Adecco (+1,9%), Swatch Group (+1,7%) et UBS (+1,4%). Swatch s'est adapté aux droits de douane avec une gestion plus souple des prix et des marges, a indiqué son directeur général Nick Hayek au journal NZZ am Sonntag. Selon les marques, des hausses de prix de 5% à 15% sont prévues aux Etats-Unis. UBS réagissait quant à lui positivement aux rumeurs de presse sur un éventuel déménagement aux Etats-Unis. Invo-

quant des sources anonymes, le journal américain New York Post a indiqué ce week-end qu'une délégation de la banque, emmenée par le président Colm Kelleher et le directeur général Sergio Ermotti, avait récemment rencontré des responsables de l'administration Trump en vue d'un éventuel transfert du siège de la banque de Zurich vers les Etats-Unis, moyennant un rachat de ou une fusion avec un établissement local. En bas du tableau se trouvaient désormais Amrize (-0,9%), Sonova (-0,9%) et Novartis (-0,8%). Le spécialiste des appareils auditifs a confirmé l'entrée en fonction du nouveau directeur général Eric Bernard.

Les deux autres poids lourds de la cote partaient dans des directions opposées avec Roche (-0,6%) et Nestlé (+0,1%). Sur le marché élargi, Burckhardt Compression (-0,6%) a acquis l'américain Advanced Compressor Technology (ACT) pour un montant non précisé, renforçant sa présence dans l'activité de services outre-Atlantique. Perrot Duval (-2,8%) a annoncé que la vente des actions de la société détenues par des membres de la direction et un actionnaire a été annulée. Curatis (-6,7%) reste dans les chiffres rouges au premier semestre. Le groupe a toutefois réduit sa perte et vise l'équilibre financier en 2026.

MARCHÉS EN ASIE

Attentisme avant la décision de la Fed

Les marchés asiatiques se sont montrés mitigés lundi, anticipant une baisse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine (Fed) cette semaine. La séance s'est ouverte à la hausse pour Hong Kong, qui prenait 0,39% vers 03H15 GMT, Singapour à 0,01%, et Jakarta, qui évoluait à 0,78%. Séoul, en hausse de 0,47%, a atteint un nouveau record après que les autorités sud-coréennes ont abandonné leur projet d'abaisser le seuil d'imposition des plus-values pour les investisseurs boursiers. En parallèle, Shanghai cédait 0,01% après la publication de chiffres des ventes de détail et de la production industrielle plus faibles que prévu en août en Chine, indiquant un ralentissement de la deuxième économie mondiale. Sydney, Manille et Wellington ont également reculé. De son côté, Tokyo est restée fermée en raison d'un jour férié. Les marchés évoluent à la hausse depuis plusieurs se-

maines, après la publication de données économiques renforçant l'idée que la banque centrale américaine réduira ses taux d'intérêt cette semaine. La Fed doit annoncer sa décision mercredi, alors que les chiffres de l'emploi déclinent et que l'inflation s'avère plus faible que prévu à la suite de la guerre des droits de douane lancée par Donald Trump. La grande majorité des acteurs du marché estiment ainsi que la Réserve fédérale baissera ses taux d'un quart de point. L'euro était en baisse face au billet vert, à 1,1728 dollar contre 1,1731 vendredi. Le dollar perdait du terrain face à la monnaie japonaise, à 147,57 yens contre 147,67 yens vendredi. Du côté du pétrole, le Brent de la mer du Nord était en hausse de 0,4% à 67,28 dollars le baril, et le West Texas Intermediate de 0,5% à 63,01 dollar le baril.

PARIS

Grimpe, Fitch ne fait pas vaciller les marchés

La Bourse de Paris gagne plus de 1,2% ce matin, à 7920 points, notamment tirée par Kering (+3,5%), Thales (+2,7%) et STMicro (+2,2%). Les investisseurs ne semblent donc pas particulièrement inquiets par la dégradation de la note de la dette française par Fitch, qui est passée de 'AA-' à 'A+' vendredi soir, une décision largement anticipée par les marchés. "Toute baisse des obligations françaises à l'ouverture sera temporaire. Il n'y a pas de justification valable pour que les rendements français s'écartent davantage de leurs homologues régionaux", analyse ce matin Andrea Tueni, responsable des activités de marché chez Saxo Banque. L'importance de la perspective stable de Fitch à 'A+' ne doit pas être négligée, surtout lorsque les OAT se négocient souvent proche

ou à moindre coût par rapport à l'Italie et la Grèce, qui sont toutes deux notées bien en dessous de la France', ajoute l'expert. 'Avec la perte de son statut 'high grade', la France risque de voir ses obligations d'État de long terme (OAT) subir une nouvelle pression', prévient de son côté Michael Brown, stratège chez Pepperstone. 'Si une autre agence de notation décidait à son tour d'abaisser la note du pays, certains investisseurs - ceux détenant uniquement les dettes souveraines les mieux notées - seraient forcés de vendre leurs titres', ajoute l'analyste. Les marchés vont désormais se concentrer sur la Fed, qui tiendra sa réunion de politique monétaire mercredi. Le baromètre FedWatch du CME Group estime à 96% la probabilité d'une réduction de 25 points de base des taux de la Fed,

tandis que 4% des opérateurs tablent sur un assouplissement de 50 points de base. Les investisseurs seront surtout attentifs aux commentaires du président de la banque centrale américaine, Jerome Powell, afin d'évaluer les perspectives de nouvelles réductions de taux d'ici à la fin de l'année. Sachant que les actifs risqués ont été largement soutenus par l'anticipation d'une baisse des taux aux États-Unis ces derniers mois, de mauvaises nouvelles pourraient donner lieu à un mouvement de consolidation, d'autant que les marchés d'actions américains évoluent aujourd'hui à des niveaux records. Les investisseurs seront également attentifs aux annonces de la Banque d'Angleterre et de la Banque du Japon, qui devraient pour leur part maintenir leurs taux

inchangés en raison de pressions inflationnistes tenaces. La BoE pourrait toutefois procéder à une nouvelle baisse d'ici la fin de l'année, probablement en novembre, afin de soutenir une activité économique maussade. Là encore, les investisseurs scruteront attentivement les communiqués et les comptes rendus de réunion pour tenter de décoder des indices sur le calendrier et le rythme de ces prochains ajustements monétaires. Sur le marché des changes, l'euro évolue sur des marges étroites en attendant les annonces de la Fed, pour se traiter autour de 1,173 USD (+0,7%). Du côté du pétrole, les cours du brut repartent de l'avant après avoir été pénalisés vendredi par la perspective d'une offre largement surabondante en 2026. Le Brent progresse de 0,5% à 67,2

USD le baril. Dans l'actualité des sociétés tricolores, TotalEnergies annonce le lancement de la construction de l'usine de traitement d'eau de mer ainsi que de la phase 2 du redéveloppement du champ pétrolier de Ratawi, les deux derniers grands contrats du Gas Growth Integrated Project (GGIP), en Irak.Veolia annonce la signature, en Arabie saoudite, d'un accord entre son consortium (composé d'eac Marafiq et Lamar) et SATORP (coentreprise de Saudi Aramco et TotalEnergies Raffinage Chimie) pour un projet majeur de recyclage de l'eau dans la ville industrielle de Jubail. Enfin, la société française de biotechnologie Biophytis a annoncé lundi avoir obtenu un financement public de la part du Brésil pour son essai clinique de phase 2 dans l'obésité, sans toutefois dévoiler le montant de la subvention.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 15 Septembre 2025					
Valeur : 17 Septembre 2025					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.4677	129.4827
1	EUR	EURO		151.9045	151.9350
1	GBP	POUND STERLING		175.8117	175.8798
100	JPY	JAPANESE YEN		87.7688	87.8027
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1735	18.1773
1	CHF	SWISS FRANC		162.5050	162.6054
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.5460	93.5771
1	DKK	DANISH KRONE		20.3495	20.3532
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.8921	13.9066
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.1323	13.1500
1	AED	UAE DIRHAM		35.2456	35.2555
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5118	34.5177
1	KWD	KUWAITI DINAR		423.9283	424.1163
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.2039	44.6482
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3655	14.3672
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8677	23.9903
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2424	3.2525
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.6106	177.6106

CHINE/ETATS UNIS

Relance de discussions commerciales

La Chine et les États-Unis se retrouvent en Europe pour relancer les discussions économiques. Des délégations chinoises et américaines sont arrivées à Madrid.

La Chine et les États-Unis ont entamé dimanche des discussions économiques à Madrid, ont annoncé l'agence Chine nouvelle et le gouvernement espagnol. Le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent, doit rencontrer des responsables chinois de haut rang, dont le vice-premier ministre He Lifeng, pour discuter des questions économiques et commerciales, ainsi que de TikTok, ont confirmé les deux parties. "Les délégations chinoise et américaine se sont réunies ici dimanche pour des discussions sur les questions économiques et commerciales", a indiqué l'agence de presse officielle Xinhua depuis la capitale espagnole. La délégation chinoise est à Madrid jusqu'à mercredi, ont affirmé des responsables chinois. Les tensions commerciales entre Pékin et Washington ont connu des hauts et

des bas en 2025, les deux pays se lançant dans une escalade de tarifs douaniers. Au cours de l'année, les tarifs douaniers entre les États-Unis et la Chine ont atteint des niveaux trois fois supérieurs à la normale des deux côtés, perturbant les chaînes d'approvisionnement. Depuis, Washington et Pékin ont conclu un accord visant à désamorcer les tensions, abaissant temporairement les droits de douane à 30% pour les États-Unis et à 10% pour la Chine. En août, les deux pays ont décidé de reporter de 90 jours l'entrée en vigueur de nouvelles hausses tarifaires sur leurs exportations réciproques, prolongeant ainsi la trêve commerciale jusqu'au 10 novembre. Les dirigeants de haut rang des deux pays doivent également discuter à Madrid de la plateforme de réseaux sociaux TikTok.

La date limite pour que l'application trouve un acheteur non chinois ou soit interdite aux États-Unis a été reportée au 17 septembre, après un troisième report décidé par Donald Trump. Une loi fédérale exigeant la vente ou l'interdiction de TikTok pour des raisons de sécurité nationale devait entrer en vigueur la veille de l'investiture de Donald Trump en janvier. Le ministère chinois du Commerce a appelé vendredi Washington à "travailler avec la Chine sur la base du respect mutuel et de consultations égales, pour résoudre les préoccupations mutuelles par le dialogue et trouver une solution au problème", selon un communiqué. Le gouvernement espagnol a lui indiqué que les pourparlers de dimanche ont débuté au Palacio de Santa Cruz, siège du ministère des Affaires étrangères.

POUR LEUR CROISSANCE ET LEUR GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Les agences de notation récompensent l’Espagne et le Portugal

Alors que Fitch a dégradé vendredi la note de la France, l'agence américaine a dans le même temps relevé celle du Portugal dont la dette ne cesse de refluer. De son côté, S&P Global Ratings a récompensé l'Espagne pour sa croissance dynamique. La France sanctionnée. L'agence de notation Fitch a abaissé vendredi soir la note souveraine de l'Hexagone, de AA- à A+, en raison de l'instabilité politique persistante et des incertitudes budgétaires qui contrarient l'assainissement de ses comptes publics très dégradés. Dans le même temps, l'Es-

pagne et le Portugal ont eux été récompensés. L'Espagne d'abord a vu sa note relevé d'un cran par S&P Global Ratings de "A" à "A+", décision notamment justifiée par la forte croissance que connaît le pays. Sa note, au plus fort de la crise économique qu'elle a traversée au tournant des années 2010, était tombée au bord de la catégorie spéculative. Depuis 2013, S&P l'a fait passer de BBB- à A+, soit cinq crans de mieux. Elle a assorti vendredi la nouvelle note d'une perspective stable.

Une croissance espagnole dynamique

Pour l'agence, les réformes

structurelles adoptées par l'Espagne, ainsi que la vitalité de sa demande intérieure et un regain d'investissements expliquent son dynamisme économique, caractérisé par une croissance que S&P projette à 2,6% sur 2025, selon un communiqué. Au deuxième trimestre, le produit intérieur brut (PIB) espagnol a progressé de 0,7% par rapport aux trois mois précédents, et de 2,8% sur un an, soit le double du rythme de la zone euro (1,4%). S&P Global Ratings a aussi pris en compte "une décennie de désendettement du secteur privé", marquée notamment par l'assainis-

sement de l'immobilier, pris dans une bulle spéculative à la fin des années 2000. Par ailleurs, le faible niveau des échanges avec les États-Unis est aussi un facteur favorable, selon l'agence, dans le contexte des nouveaux droits de douane imposés par le gouvernement Trump. La perspective stable est justifiée par le niveau d'endettement toujours élevé de l'Espagne (101,8% du PIB fin 2024), et un risque de dérapage des dépenses publiques, qui contrebalancent les éléments justifiant, selon S&P, la réévaluation de la note.

ROYAUME UNI

Les prix de l’immobilier repartent à la hausse en septembre

Le prix moyen affiché pour une maison au Royaume-Uni a progressé de plus de 1 500 GBP d'un mois sur l'autre en septembre, marquant le coup d'envoi de la saison de vente automnale, selon le site immobilier Rightmove. À l'échelle nationale, le prix moyen demandé par les nouveaux vendeurs s'élève à 370 257 GBP en septembre, soit une hausse mensuelle de 0,4 % ou 1 517 GBP. Malgré cette augmentation en septembre, la première depuis mai, le prix moyen affiché d'une maison au Royaume-Uni est inférieur de 0,1 % -- soit 502 GBP -- par rapport à l'an dernier, précise Rightmove. Il s'agit de la première baisse annuelle enregistrée depuis janvier 2024, conséquence de plusieurs mois de stratégies

de prix compétitifs de la part des nouveaux vendeurs durant l'été. Le nombre de ventes conclues est désormais supérieur de 4 % à celui enregistré un an plus tôt. Londres et le sud de l'Angleterre, où la dynamique est plus atone, expliquent la baisse annuelle des prix, tandis que les autres régions du pays font preuve de plus de robustesse, selon Rightmove. Dans le sud-ouest de l'Angleterre, les prix demandés ont reculé de 1,3 % sur un an, alors qu'ils ont progressé de 3,2 % dans le nord-ouest, illustrant ainsi la sous-performance du sud, indique le rapport. Les vendeurs du sud font face à une concurrence accrue. Le nombre de biens à vendre dans cette région a augmenté de 9 % par rapport à l'an der-

nier, contre seulement 2 % dans le reste du Royaume-Uni. Il faut également en moyenne cinq jours de plus pour trouver un acquéreur dans le sud de l'Angleterre que dans le nord et au Pays de Galles, selon Rightmove. Cependant, les ventes dans le sud demeurent supérieures à celles de l'année passée, ce qui montre que les acheteurs restent enclins à se positionner sur des biens au bon prix. Colleen Babcock, experte immobilière chez Rightmove, explique : « Nous anticipions une légère hausse des prix affichés par les nouveaux vendeurs en septembre, la traditionnelle rentrée scolaire stimulant l'activité à l'approche de l'automne. » La hausse de 0,4 % enregistrée cette année reste néanmoins inférieure à la moyenne saisonnière de 0,6 %. Après

un été marqué par des prix compétitifs, les prix affichés sont désormais légèrement en retrait par rapport à l'an dernier, le sud de l'Angleterre tirant cette baisse. « Ce sont des prix de vente raisonnables et attractifs qui dynamisent le marché par rapport à l'an passé. La stabilité des prix, la hausse des salaires et la baisse des taux hypothécaires favorisent l'accessibilité, ce qui se traduit par une augmentation du nombre de transactions conclues. » Babcock ajoute : « Des rumeurs de changements fiscaux immobiliers ont commencé à circuler mi-août, et avec un budget attendu seulement fin novembre, cette incertitude prolongée peut impacter l'activité du marché, notamment sur les segments les plus élevés.

PLUS D'UN MILLIARD DE LIRE D'INVESTISSEMENTS ET 1800 CRÉATION D'EMPLOIS
Des banques américaines investissent au Royaume Uni

En amont de la visite d'État du président américain au Royaume-Uni, le gouvernement britannique annonce plus d'un milliard de livres d'investissements de la part de banques américaines. Des investissements et de l'emploi. Le gouvernement britannique a dévoilé dimanche plus d'un milliard de livres d'investissements de banques américaines dans le pays, une annonce qui intervient à quelques jours de la visite d'État du président Donald Trump au Royaume-Uni. Dans le détail, la banque Citigroup investira notamment 1,1 milliard de livres (1,27 milliard d'euros) dans ses opérations au Royaume-Uni et le prestataire de services de paiement en ligne PayPal 150 millions, précise un communiqué du ministère du Commerce. Les investissements annoncés, qui concernent aussi Bank of America ou S&P, devraient permettre de créer 1.800 emplois à Londres, Edimbourg, Belfast et Manchester. "En collaborant avec nos alliés, nous créons des emplois ici", s'est félicité le Premier ministre britannique, Keir Starmer, qui traverse actuellement une crise politique interne après le limogeage cette semaine de son ambassadeur à Washington, Peter Mandelson, en raison de son amitié avec le délinquant sexuel Jeffrey Epstein. Le Royaume-Uni s'apprête à accueillir Donald Trump pour une deuxième visite d'État mercredi et jeudi, après une première visite en 2019 lors de son premier mandat. Le président américain devrait être accompagné par plusieurs grands patrons américains de la tech et de la finance, selon la presse britannique, et des annonces d'accords économiques et d'investissements sont attendues.

GRÂCE À UN PETIT CHANGEMENT DANS OFFICE

Comment Microsoft a échappé à une sanction record de l'Europe

Sous la pression de Bruxelles, Microsoft a consenti à découpler Teams d'Office, désamorçant une amende potentiellement colossale. Un geste minimal en apparence, déterminant en pratique pour la concurrence et les clients.

Dans les couloirs de la Commission, l'affaire semblait pliée depuis des mois. L'intégration de Teams au cœur des suites Office était jugée trop avantageuse pour Microsoft et trop verrouillante pour le marché. En acceptant de défaire ce lien, Redmond offre à l'Europe une sortie par le haut, sans bataille judiciaire et avec des garde-fous techniques.

Bruxelles acte un compromis

L'histoire remonte à la plainte initiale d'un rival, puis à une enquête formelle et des avertissements répétés. Au fil des échanges, la Commission a exigé des mesures correctives claires pour restaurer un accès équitable aux outils de collaboration. La réponse attendue devait aller au-delà d'un simple ajustement marketing. La pratique de vente liée, ou bundling, consiste à ajouter un produit au sein d'une offre plus large, ici Teams dans Office, au risque d'étouffer les alternatives. La séparation, ou unbundling, change la donne en rendant l'ajout de Teams optionnel et visible dans la facture. L'objectif est simple : redonner au choix technologique sa portée économique et concurrentielle.



Plutôt que l'affrontement, le compromis. Bruxelles obtient des engagements contraignants et un contrôle sur leur mise en œuvre. Microsoft préserve son image et stabilise son offre, tout en gardant la main sur le rythme d'exécution.

Ce que Microsoft concède

Les suites Office 365 et Microsoft 365 sont désormais disponibles sans Teams, à un tarif plus bas, l'application pouvant être ajoutée en option. Ce différentiel de

prix rend visible le coût du collaboratif et décorrèle la messagerie de la bureautique. Pour les contrats existants, des voies de migration sont ouvertes vers des formules sans Teams.

Microsoft s'engage à mieux ouvrir ses interfaces API et à faciliter la cohabitation avec des solutions concurrentes. Concrètement, cela signifie des intégrations plus fiables avec Outlook, Word ou Excel, sans mur technique. La portabilité des données permet d'exporter messages et historiques, afin d'éviter un enfermement applicatif. Les engagements sont inscrits dans le temps, avec des périodes définies pour la tarification, l'interopérabilité et la portabilité. Ce cadre vise à éviter les retours en arrière discrets une fois la pression retombée. Les entreprises peuvent ainsi planifier leurs choix d'outils avec davantage de visibilité.

Si cet accord est salué comme une avancée, certains estiment qu'il arrive bien tard. Depuis 2017, Teams a eu le temps de s'imposer massivement sur le marché, notamment grâce à la pandémie qui a généralisé le télétravail. Avec plus de 280 millions d'utilisateurs, l'application est devenue un standard de fait, et la bataille pour la concurrence s'annonce rude.

Le responsable des retards d'Apple Intelligence et Siri s'en va

Dans les couloirs de Cupertino, un visage s'efface au moment où Siri cherche encore sa voix. Le départ de Robby Walker condense des mois de reports, de paris techniques et d'attentes contrariées. Cadre clé de l'IA et de la recherche d'Apple, Robby Walker quittera l'entreprise fin octobre après douze ans de maison. Il a porté la relance de Siri avec Apple Intelligence, un chantier bousculé par des décalages répétés et des arbitrages serrés. Son retrait intervient en pleine reprise en main menée par Mike Rockwell et une refonte profonde de l'architecture de l'assistant.

Siri entre deux mondes

Sous le capot, l'assistant vit une transition délicate. L'ancien moteur, taillé pour des commandes courtes, cohabite avec de nouveaux modèles génératifs appelés large language models, plus bavards et contextuels, mais aussi plus exigeants en calcul. Résultat, Siri trébuche parfois entre deux logiques qui ne se parlent pas toujours parfaitement. Apple mise sur une approche hybride. Les requêtes sensibles et rapides passent en on-device,

c'est-à-dire traitées localement sur l'iPhone ou le Mac pour gagner en confidentialité et en latence. Le cloud n'intervient qu'en complément pour les demandes lourdes, ce qui suppose une orchestration fine et des garde-fous robustes. Cette alchimie a un coût en temps. Faire coexister précision, sécurité et réactivité avec des modèles récents demande des itérations serrées. C'est l'une des raisons pour lesquelles les fonctionnalités les plus ambitieuses ont glissé, le temps d'éprouver l'ensemble sur une base matérielle et logicielle cohérente.

La maison Siri change de maître d'œuvre

Pour remettre de l'ordre, Mike Rockwell, artisan du Vision Pro, a repris la gouvernance de Siri. Sa feuille de route privilégie des cycles plus courts, des responsabilités mieux découpées et des passerelles renforcées entre équipes produit, recherche et plateforme. L'objectif est simple et exigeant à la fois. Retrouver une cadence prévisible sans rogner sur la qualité. Dans ce cadre, la page Walker se tourne. L'intéressé avait supervisé la montée en puissance d'élé-

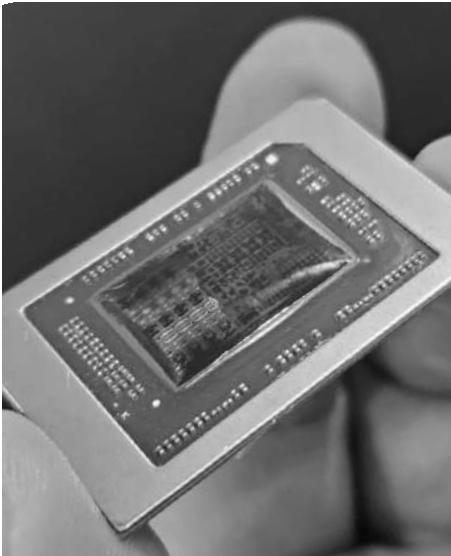
ments clés comme la recherche contextuelle et la réécriture des intentions utilisateur. Son départ libère un espace qu'Apple entend occuper avec des profils issus de l'immersion spatiale et des interfaces conversationnelles. Le transfert de savoir-faire du Vision Pro vers l'assistant n'a rien d'anecdotique. Le casque a imposé des arbitrages sévères entre latence, consommation et rendu. Cette culture de l'optimisation temps réel irrigue maintenant l'assistant vocal, où chaque milliseconde et chaque milliampère comptent.

Le processeur Strix Halo convainc de plus en plus de monde : AMD présente d'innombrables mini-PC ainsi équipés

Alors que les partenaires annoncés d'AMD sont de plus en plus nombreux autour de la plateforme Strix Halo et son Ryzen AI Max+ 395, les stocks sont pour ainsi dire inexistant. Des mois après avoir été présentés le plus officiellement du monde par AMD, le processeur Ryzen AI Max+ 395 tarde à être disponible. Un approvisionnement délicat qui met en difficulté les partenaires d'AMD dont les PC semblent prêts.

Une puce dévoilée en janvier 2025

Souvenez-vous, en janvier dernier, à l'occasion du CES 2025 de Las Vegas, AMD profitait du salon pour dévoiler un grand nombre de nouveautés et, en particulier, mettre fin aux rumeurs entourant les puces Strix Halo. Non seulement, ces puces étaient donc bien un réalité, mais la présence de 40 unités de calcul GPU était confirmée par AMD qui se préparait donc à sortir la plus puissante solution



graphique intégrée à un processeur, loin, très loin, devant la concurrence. Les fabricants de machines ne s'y sont d'ailleurs pas trompés et même si la puce promettait d'être onéreuse, ils se sont bousculés auprès d'AMD. Depuis le second trimestre 2025, c'est ainsi que les annonces succèdent aux annonces. Des marques références dans le monde du mini-PC côtoient des entreprises à peine connues et, bien sûr, quelques grands noms du PC en général y vont également de leur configuration.

De nombreuses machines dans les starting-blocks

Pour autant, difficile de parler d'un raz-de-marée car si de nombreuses marques y vont de leur annonce respective, les produits tardent à pointer réellement le bout de leur nez et c'est à peine si les machines réellement disponibles se comptent sur les doigts d'une seule main. AOKZOE, Beelink, Corsair, Geekom, HP, Lenovo, Minisforum, Thermalright ou bien encore

Zotac sont dans le train, mais aucune de ses machines n'est réellement disponible à part, peut-être l'AI Workstation 300 de Corsair. D'autres marques comme GMKtec ont annoncé la sortie de leur produit, mais les rares exemplaires disponibles disparaissent presque aussi vite qu'ils sont mis sur le marché. AMD aurait-elle un problème de production ? N'avait-elle pas prévu l'engouement autour de ses puces et, en particulier du Ryzen AI Max+ 395 ? Toujours est-il que la firme américaine a senti le besoin de rassurer ses partenaires autant que les potentiels clients. Une conférence de presse a ainsi été organisée il y a quelques jours afin de présenter ses partenaires et leurs solutions. Gageons que cette conférence est aussi l'occasion de sonner le début de livraisons plus nombreuses à ces mêmes partenaires et, ce faisant, le début d'une réelle disponibilité des machines Ryzen AI Max+ 395... C'est qu'il nous tarde de pouvoir tester la bête !

LA CHINE VEUT LES INTERDIRE

Revers mondial pour ce gadget à la mode sur nos voitures actuelles

Longtemps vues comme un signe de modernité et popularisées par Tesla, les poignées de portes affleurantes pourraient bientôt disparaître en Chine. Trop chères, peu fiables et surtout dangereuses en cas d'accident, elles sont visées par un projet de loi qui entrerait en vigueur en 2027.

Deux des stars du salon IAA de Munich 2025, les BMW iX3 et Mercedes GLC en ont. Toutes les Tesla, qui étaient parmi les voitures les plus vendues à travers le monde ces dernières années en ont aussi. Les poignées affleurantes se sont répandues à grande vitesse sur nos automobiles ces dernières années, devenant une signature à la fois des voitures électriques mais aussi des modèles premium. Futuristes, esthétiques et censées améliorer l'aérodynamisme, elles symbolisaient la voiture "tech". Mais voilà que la Chine, premier marché automobile mondial, pourrait leur donner un coup d'arrêt : selon Carnewschina, ses régulateurs planchent sur une interdiction pure et simple des poignées totalement escamotables, avec application prévue en juillet 2027.



Plus aérodynamiques, vraiment ?

Seules resteraient autorisées les poignées classiques ou semi-affleurantes, à condition qu'elles intègrent une solution mécanique de secours. Derrière leur apparence high-tech, ces poignées qui permettent à la carrosserie d'apparaître complètement lisse accumuleraient les défauts. Leur apport aérodynamique est dérisoire : à peine 0,005 à 0,01 point de coefficient de traînée, soit l'équivalent de 0,6 kWh économisé tous les 100 km. À 0,20 € le kWh au tarif de base en France, cela représente une économie de l'ordre de 12 centimes aux 100 km. Et 1,20 € sur 1 000 km. En revanche, elles peuvent ajouter 7 à 8 kg de mécanismes électriques et coûtent trois fois plus cher qu'une poignée classique. Surtout, leur taux de panne est huit fois supérieur, représentant jusqu'à 12 % des

réparations chez certains constructeurs.

Plus de risques... parfois insolites !

Et surtout, les risques deviennent critiques en cas d'accident. Une panne électrique, une batterie déconnectée ou un moteur de poignée gelé l'hiver suffisent à bloquer l'ouverture d'une portière. Des accidents en 2024 en Chine ont révélé des situations dramatiques : occupants piégés après une crue, retards de secours à cause d'une poignée gelée... Les crash-tests de l'institut C-IASI confirment le problème : les poignées électroniques n'assurent qu'un taux de réussite de 67 % en cas de choc latéral, contre 98 % pour les poignées mécaniques. Enfin, des incidents insolites mais répétés s'ajoutent : + 132 %

de plaintes liées aux doigts d'enfants coincés, parfois avec fractures, ou encore des conducteurs condamnés à briser leur vitre pour sortir de leur propre voiture.

La Chine impose ses normes

Face à cette accumulation, le ministère chinois de l'Industrie (MIIT) a décidé de revoir la réglementation et veut imposer une nouvelle norme de sécurité. Les constructeurs, déjà alertés, commencent à revoir leurs projets. Certains ont anticipé : Volkswagen et Audi privilégient les poignées semi-affleurantes, intégrant des cordons de secours mécaniques. Même Wei Jianjun, patron de Great Wall Motor, a dénoncé publiquement l'inutilité et les dangers des poignées escamotables. Mais

si la Chine s'y met, l'impact pourrait aller bien au-delà de ses frontières ! Parce que les constructeurs étrangers ne peuvent se permettre d'adapter deux gammes distinctes, une interdiction sur le marché chinois se traduirait par la disparition quasi-généralisée de ces poignées dans le monde. L'Europe avance aussi dans ce sens : à partir de 2026, l'Euro NCAP ne décernera plus cinq étoiles aux modèles qui intègrent des fonctions vitales uniquement via des interfaces tactiles, sans commandes physiques. La Chine avait d'ailleurs déjà été moteur sur le sujet, exigeant des boutons physiques pour certaines fonctions essentielles. Et elle planche aussi sur l'interdiction du freinage "one pedal"...

NOUVELLE 849 TESTAROSSA

Chez Ferrari, ça commence à être difficile à suivre !

Le rythme des nouveaux lancements s'est assez intensifié ces dernières années chez Ferrari. Dernière arrivée en date, une 849 "Testarossa" qui n'a que le nom puisque le V12 n'est plus, laissant sa place à un V8 hybride rechargeable de plus de 1000 ch. Une barrière que Ferrari a tendance à dépasser de plus en plus souvent depuis peu. Une F80 à "prix d'ami" ? Ou plutôt, une voiture totalement différente ? Cette fois, Maranello pioche directement dans son passé pour lancer un nouveau modèle. Si les récentes sorties ont eu droit à des appellations chiffrées assez classiques (F80, 296 GTB, 12Cilindri), celle qui a fait l'actualité cette semaine vous dira forcément quelque chose : 849... Testarossa. Et cette fois, Ferrari dévoile coup sur coup le coupé et le découvrable. Le nom est là, mais le rapprochement s'arrête là. La Testarossa avait en effet douze cylindres, la 849 n'en a que 8. La Testarossa était une thermique, la 849 est une hybride. Plus qu'un simple nouveau modèle, c'est une suite à la SF90 Stradale au sommet de la gamme. En ramenant un nom aussi légendaire, la marque italienne prend-elle un risque ? Ce

n'est pas la première fois que des anciennes appellations sont ressuscitées, mais celui-là a forcément une saveur particulière.

Un V8 puissant et surtout hybride

Le cœur battant de la 849 Testarossa est son moteur V8 4.0 biturbo, maintes fois primé, qui a été complètement repensé pour atteindre de nouveaux sommets. Il délivre désormais une puissance phénoménale de 830 ch, soit 50 ch de plus que la SF90 qu'elle remplace. Et surtout bien au-delà des 200 ch/litre de cylindrée. C'est une performance réalisée sans surpoids significatif en allant chercher quelques précieux grammes sur toute la métallurgie, qui passe au titane quand c'est possible. Mais la puissance ne s'arrête pas là. Ce V8 thermique (doté du plus gros turbo jamais installé chez Ferrari sur un modèle de série) est couplé à un système hybride. Trois moteurs électriques, deux sur l'essieu avant (assurant la transmission intégrale et la vectorisation du couple) et un à l'arrière, ajoutent 220 ch, pour une puissance combinée totale de 1 050 ch. Cette combinaison propulse la 849 Testarossa au rang des modèles les



plus puissants jamais produits en série par Ferrari. Mais cette répétition des plus de 1000 ch chez Ferrari interroge, alors que la SF90 avait ouvert le bal, déjà avant le Covid. Les deux sont d'ailleurs assez « proches » sur le plan visuel puisque la 849 est une continuité du développement de la SF90. Le système hybride, qui peut fonctionner en mode 100% électrique sur 25 km grâce à une batterie de 7,45

kWh installée entre l'habitacle et le moteur, s'accommode d'une prise de recharge assez classique sans possibilité de courant continu et charge rapide. La révolution électrique chez Ferrari, ça n'est pas pour tout de suite. Et surtout, Ferrari annonce avoir utilisé de l'aluminium recyclé pour certaines pièces mécaniques afin de « réduire l'empreinte carbone »...

Trop de Ferrari tue Ferrari ?

Pour un constructeur qui a vendu « seulement » (tout est relatif, c'est évidemment énorme pour une marque comme Ferrari) 13 700 voitures dans le monde en 2024, il en devient parfois difficile de suivre les gammes tant les lancements s'enchaînent chez Ferrari ces dernières années. A titre de comparaison, il y a aujourd'hui 3 modèles au catalogue de Lamborghini, qui a vendu quasiment 11 000 voitures l'an dernier. En face, le client a le « choix » entre 6 modèles, sans compter les déclinaisons cabriolet, ni les « Icona » comme la SP3 Daytona ou encore toutes les séries spéciales. Du V6 hybride, du V8 thermique ou hybride, du V12 thermique, de quoi en perdre son latin. Et cela ne s'arrange pas forcément avec un style qui se rapproche entre les F80 et 849 Testarossa qui n'ont pourtant rien à voir en gamme : la première est ultra élitiste et réservée aux habitués de la marque, la seconde est plus accessible et facile à acquérir. Pourtant, la première est en V6 quand la seconde a deux cylindres de plus... et « seulement » 150 ch de moins.

Mots fléchés

Système de mesure stable, simple (3 mots) Charge		Rude Assurances		Jamais		Conte court Légèrement âcre		Parolier français (Boris) Eloquence		Superbe-ment Plante rampante		Commé-morées Puissant explosif	
Solide				Fricas-seraient									
Instru-ments à cordes				Connait									
					Lettre grecque		Apathique						
							Rejeté						
Sélénium			Bon moment						Île française			Alcaloïde, extrait de la fève de calabar	
Chagriné			Un revenu de solidarité						Surface agricole				
								Éléments d'équipe-ments					
								Aurochs					
L'Estonie						Mets à base de légumes cuits Station spatiale russe							S'enfuir
Mutuelle agricole				Détentions	Petit fruit					Partie d'église			
Chef-lieu des îles Loyauté													
		Petit alliage	Qui manque de souplesse Commune sarde						Longue période	Un centre à la poste			
										Mue par le vent			
Reproduc-teur					Raillerie						Pronom personnel		
Chic					Possessif						Chapeau claque		
						Centre d'urgence		Ronchon-ne					
								Fils en hébreu					
Mésaven-tures							Signe zodiacal						
Conjonction de coordination							Affables						
		Sévère	Savoir-vivre Espion sous Louis XV						Ibid			Séparables	Agence spatiale européenne
									Gros nez				
Poissons d'eau douce					La langue en argot								
Hein					Chiffre			Baies					
Sobriquet					Le sauveur								
						Affluent de la Garonne Capitaine d'un bateau turc					Calcium		
											Périodes noires		
Petite classe		Elle a participé à la création d'Israël (Golda)	Saint de la joie (Philippe) Amant de la Dordogne					Victoire impériale					Beau château
	Livre liturgique							Division d'une couronne		Officier du roi Venceslas			
		Einsteinium		Réservoir cylindrique					Rejeton				
		101 romain							Exavolt				
Petit poil													
Genre de reptile batracien				Affluent du Rhône						Possessif			
						Punisse							

PÉTROLE

Le Brent stable à 67 dollars

Les cours du pétrole étaient stables lundi matin, soutenus par un équilibre entre l'offre et la demande, les investisseurs jugeant que les fondamentaux du marché restent solides. Vers 11h45, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, a évolué de 0,01%, à 67,00 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en octobre, grappillait 0,10% à 62,75 dollars.



ACCIDENTS DE LA ROUTE

Sept morts et 199 blessés en 24 heures

Sept (7) personnes ont trouvé la mort et 199 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique, lundi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tipaza avec deux (02) décès, suite à deux (02) accidents de la route, dans les daïras de Bousmail et Damous, précise la même source. Par ailleurs, le dispositif de la Protection civile relatif à la surveillance des plages autorisées à la baignade a été effectué, durant la même période, 214 interventions pour le sauvetage de 148 personnes d'une mort certaine, dont 57 ont été prises en charge sur place et 09 autres évacuées vers des structures sanitaires locales. En outre, les secours de la Protection civile des wilayas d'Alger et de Guelma sont intervenus pour l'extinction de 02 incendies, le dernier s'étant déclaré dans un appartement, dans la commune de Belkhir, causant des gênes respiratoires à 5 personnes. Concernant le dispositif de lutte contre les incendies de forêts et de récoltes, il a été procédé à l'extinction de 19 incendies à travers plusieurs wilayas du pays, ajoute le bilan.

MONNAIES

Le dollar en baisse face à l'euro

Le dollar perd un peu de terrain lundi et la livre tire son épingle du jeu, les investisseurs s'attendant à une baisse de taux de la Réserve fédérale (Fed) mercredi et un statu quo côté Banque d'Angleterre (BoE) jeudi. Dans la matinée, le billet vert s'effritait de 0,11% face à la monnaie unique européenne, à 1,1747 dollar pour un euro, et reculait plus nettement (-0,28%) face à la livre britannique, à 1,3595 dollar. Selon les analystes, la devise américaine continue de s'échanger près de ses récents plus bas avant la réunion de la Fed mardi et mercredi, mais le marché n'envisage qu'une coupe de 0,25 point de pourcentage de ses taux d'intérêt. Pour déclencher une nouvelle baisse du dollar, la Fed devrait soit procéder à une baisse plus importante de ses taux, soit signaler que des baisses plus importantes sont envisagées si le marché du travail américain continue de se détériorer, estiment-ils. De son côté, la Banque d'Angleterre devrait garder son taux directeur inchangé jeudi. Plusieurs points seront cependant scrutés par les acteurs du marché. Les analystes s'attendent par ailleurs à ce que la Banque du Japon (BoJ) conserve ses taux à leur niveau actuel vendredi. Jeudi dernier, la Banque centrale européenne (BCE) avait prolongé sans surprise la pause sur ses taux.

SOMMET ARABE ISLAMIQUE EXTRAORDINAIRE DE DOHA
Tebboune dénonce l'agression israélienne contre le Qatar

Synthèse S R.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé, hier, un message ferme aux participants au Sommet arabe islamique extraordinaire tenu à Doha (Qatar), lu en son nom par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf. Le chef de l'Etat a condamné avec vigueur « l'agression flagrante » menée par Israël contre le Qatar, qualifiant cet acte de « violation de la sécurité et de la stabilité de l'ensemble de la nation arabe et islamique ». M. Tebboune a assuré que l'Algérie se tient « sincèrement et loyalement » aux côtés de l'émirat, lui apportant tout le soutien nécessaire pour défendre sa souveraineté, préserver l'intégrité de son territoire et protéger ses citoyens. Le président a mis en garde contre « la gravité exceptionnelle » de la conjoncture au Moyen-Orient, soulignant que l'occupation israélienne « ne connaît aucune limite à sa domination ni à ses violations systématiques du droit international ». Il a accusé Israël de chercher sa sécurité « au détriment de celle des autres » et de plonger la région « dans un



cycle interminable de violence et de destruction ». Tout en dénonçant « le génocide continu » contre le peuple palestinien à Gaza, le chef de l'Etat a rappelé que l'occupation israélienne avait, depuis le début de l'année, ciblé plusieurs pays, dont le Liban, la Syrie, le Yémen, l'Iran et désormais le Qatar. Il a fustigé les velléités israéliennes de « redessiner les frontières régionales » en ressuscitant le mythe du « Grand Israël ». M. Tebboune a également souligné que le Conseil de sécurité s'était réuni, à l'initiative de l'Algérie et avec le soutien de

nombreux pays, pour examiner cette agression, saluant la « large solidarité » exprimée envers le Qatar. Selon lui, « la communauté internationale n'est plus silencieuse ni faible », mais convaincue de la nécessité de « sanctionner ceux qui s'estiment au-dessus de toutes les règles ». Le président a enfin appelé les pays arabes et islamiques à traduire la prise de conscience mondiale en « mesures fermes » pour freiner « l'arrogance de l'occupant », défendre les droits des peuples de la région et hâter le règlement des causes profondes du conflit.

COOPÉRATION

Attaf s'entretient à Doha avec le Premier ministre, ministre des AE du Qatar

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a eu, lundi à Doha (Qatar), des entretiens bilatéraux avec le Premier ministre, ministre des Affaires étrangères de l'Etat frère du Qatar, Cheikh Mohammed bin Abderrah-

mane bin Jassim Al-Thani, et ce, peu avant l'ouverture des travaux du sommet arabo-islamique d'urgence, indique un communiqué du ministère. Le ministre d'Etat a réaffirmé, à cette occasion, "la pleine solidarité de l'Algérie avec l'Etat du Qatar à la suite de l'agression israélienne qu'il a subie, et passé en revue, avec son

homologue qatari, les démarches diplomatiques menées en coordination entre les deux parties au niveau du Conseil de sécurité onusien suite à cette agression", ajoute le communiqué. Sur le plan bilatéral, les deux parties ont "examiné les différents aspects des relations fraternelles et de coopération privi-

légiées entre les deux pays frères, saluant le haut niveau atteint grâce à l'intérêt particulier que leur accordent le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et son frère, l'Emir de l'Etat du Qatar, son Altesse Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani".

UNIVERSITÉ D'ORAN 1

Plus de 5 000 nouveaux étudiants inscrits

L'université Oran 1 Ahmed Ben Bella accueille plus de 5 000 nouveaux bacheliers pour l'année universitaire 2025-2026, avec l'ouverture de nouvelles spécialités en adéquation avec les besoins du tissu économique, a-t-on appris lundi auprès de cet établissement d'enseignement supérieur. La faculté des sciences exactes et appliquées arrive en tête avec près de 1 100 étudiants, suivie par la faculté de médecine avec environ 800 inscriptions, puis la faculté des sciences de la nature et de la vie avec près de 750 nouveaux étudiants. Ces effectifs traduisent une orientation marquée des nouveaux inscrits vers les filières scientifiques et techniques, a indiqué à l'APS la chargée de la communication de l'université, Soumia

Berhil. Par ailleurs, les nouvelles spécialités enregistrent un fort engouement, notamment l'informatique, avec 138 étudiants inscrits en cycle ingénieur d'Etat et 381 en licence. Le même constat est relevé pour la filière traduction (anglais et espagnol), qui a attiré plus de 250 nouveaux étudiants, a fait savoir la même source. Le parcours de formation d'enseignant du primaire, ouvert à la faculté des lettres, a également connu une forte affluence avec 305 inscriptions, traduisant un regain d'intérêt pour la profession d'enseignant du premier cycle, considéré comme la pierre angulaire du système éducatif. La même faculté accueille aussi 342 étudiants en littérature arabe et 70 en langue turque, des forma-

tions orientées vers l'enseignement secondaire, ce qui fait de la faculté un pôle majeur dans la préparation des futurs enseignants des langues et des lettres. La faculté des sciences islamiques s'est concentrée sur la formation d'enseignants pour le secondaire, avec 70 nouveaux inscrits en parcours spécialisé dans les matières islamiques, afin de pallier le déficit enregistré dans ce domaine, de plus en plus demandé au niveau national, a ajouté Mme Berhil. Poursuivant ses efforts pour s'imposer comme une université de quatrième génération fondée sur la qualité, la numérisation et l'innovation, l'université a introduit plusieurs nouvelles filières à la faculté des sciences exactes et appliquées (ingénieur d'Etat en cyber-sécurité, science des don-

nées, génie logiciel, intelligence artificielle et systèmes d'information), à la faculté des sciences de la nature et de la vie (master en chimie pharmaceutique) et à la faculté des sciences et technologies (ingénieur d'Etat en génie des procédés). D'autres nouveautés concernent la faculté des sciences humaines, qui a introduit un cursus de formation pour une licence en archivistique, la faculté des sciences islamiques, avec des masters en finance islamique contemporaine et en doctrine islamique, la faculté des lettres et des arts, avec une licence en langue turque, en design, en intelligence artificielle appliquée à la création de contenu, ainsi qu'un master en écriture de scénario et entrepreneuriat artistique.